COMPTES CONSOLIDES

SEMESTRIELS CONDENSES

30 juin 2015

I. Activité

- Pôle Bancassurance France

La croissance a bien été au rendez-vous du 1er trimestre et bien plus fortement que prévu avec une hausse de 0.6% du PIB, mais le retour de conditions climatiques « normales » après un début d'hiver très doux a conduit à une forte hausse des dépenses de chauffage, expliquant ainsi une large part de cette hausse du PIB. La consommation alimentaire n'a que faiblement progressé, en revanche les ventes d'automobiles ont enfin retrouvé de vraies couleurs. Quoiqu'il en soit, l'INSEE voit dans ce début d'année des raisons d'espérer, enfin, un retournement de tendance avec une croissance du PIB qui atteindrait 1.2% en fin d'année, soutenue par un retour de la confiance chez les chefs d'entreprises dont les investissements pourraient prendre le relais de la consommation des ménages à compter de l'automne.

L'alignement des planètes (Euro faible, pétrole faible, taux faibles) et l'injection massive de liquidité par la BCE via le renouvellement de son programme de TLTRO portent leurs fruits et la France, comme le reste de l'Europe hormis la Grèce, peut enfin penser à un retour général de la croissance, même s'il faudra probablement se satisfaire de chiffres beaucoup plus modestes qu'avant 2011.

Dans ce contexte, toujours marqué par des taux extrêmement bas, la collecte d'épargne reste un exercice particulièrement difficile et très contrasté selon les supports que l'on observe. Alors que l'épargne assurance affiche encore des chiffres de collecte nette positive, quoiqu'en fort recul par rapport au 1er semestre de 2014 (45 M€ contre 82 M€), l'épargne bancaire, l'épargne financière ou la collecte en parts sociales affichent des performances proches du zéro. Même les comptes sur livrets n'ont pas échappé à cette désaffection avec une baisse des encours sur livrets réglementés de 74 M€. Il n'y a que les comptes courants créditeurs qui ont connu une progression significative avec un encours en hausse de 117 M€, reflet de la perte d'attractivité des supports traditionnels et l'épargne logement qui a rencontré un réel engouement du public avec une souscription de 143 M€, grâce à un rendement qui demeure attractif et une contrainte de détention qui reste raisonnable.

En matière de crédit, l'activité du 1er semestre a été très satisfaisante, compte tenu de la morosité du contexte économique. Si la production de crédit à la consommation est identique à celle du 1er semestre de l'an passé (251 M€), celle du crédit aux professionnels n'a que faiblement reculé (150 M€ contre 162 M€) et, surtout, le crédit habitat a connu une production en hausse significative (685 M€ contre 522 M€). Cette production a permis de maintenir pratiquement à l'identique l'encours de crédit habitat (6,7 Md€) et le fait que 30% environ soient dus aux rachats de crédit à la concurrence n'a dégradé ni les marges, ni les risques.

En assurances IARD, la production a été très satisfaisante avec près de 71.000 contrats, contre 69.000 au 1er semestre de l'an passé, marquée par l'excellente performance du nouveau contrat auto et, dans une moindre mesure, celle de la nouvelle offre MRH.

- Pôle Bancassurance Belgique

L'annonce de la fusion à l'horizon du 2ème trimestre 2016 de BKCP Banque et Beobank a bien évidemment renforcé l'intensité des chantiers menés depuis un an dans le cadre du programme Convergence. D'ores et déjà, au niveau des risques, du contrôle permanent, des finances, de la comptabilité ou de l'audit, les deux établissements ont mis en place des directions communes ou des

cellules de coordination qui les préfigurent. Dans le domaine des crédits, les processus de traitement sont en cours d'unification, tout comme la gamme, afin d'avoir au moment de la fusion un large éventail de produits complètement homogénéisés.

BKCP Banque a approfondi ses travaux visant à fluidifier le parcours client et à augmenter l'efficacité opérationnelle, tant au niveau du réseau qu'au niveau des services centraux. Elle a continué la formation du réseau aux entretiens 360°, vecteur confirmé de satisfaction de la clientèle et outil efficace de développement des ventes croisées, en visant désormais la clientèle des professionnels après celle des particuliers. Au niveau du réseau, les agences d'Ostende et d'Ypres ont été entièrement rénovées et la banque continue de faire évoluer, de façon sélective, son réseau d'agents indépendants.

En termes d'activité, la production de crédit s'élève à 171 M€, en baisse d'environ 10% par rapport à l'an passé (188 M€) avec un marché immobilier proche de son objectif mais des crédits professionnels en retrait sensible.

Avec une production de 161 M€, les résultats en épargne assurance et en épargne financière n'ont jamais été aussi élevés en 5 ans. Les chiffres reflètent l'effet bénéfique de la collaboration avec le pôle assurance et le pôle gestion patrimoniale du groupe : 87% de la production a été réalisée au sein des entreprises du groupe et, plus particulièrement, la collaboration avec La Française a maintenu la dynamique de l'année écoulée. Par ailleurs, la vente de fonds dans le cadre de la Branche 23 (NELL) représente une proportion toujours plus grande (30%) de la collecte globale en épargne assurance.

Après deux années marquées par de lourdes migrations informatiques et de nombreux changements organisationnels, le 1er semestre 2015 a vu **Beobank** renouer avec une dynamique de croissance commerciale, quelles que soient les gammes de produits. Plus de 10.000 nouveaux comptes à vue ont été ouverts, la production de prêts personnels s'est établi à 230 M€, les crédits hypothécaires ont connu un succès remarquable avec 177 M€ de production, largement au-delà de l'objectif annuel tout en dégageant une marge de 1.22% et l'utilisation des cartes de crédit est en progression de 8,5% par rapport à fin 2014.
Autres motifs de satisfaction, la campagne « Transfer In » a permis de récupérer 873 portefeuilles d'investissements pour un encours de 71 M€ et le fonds de fonds monté avec La Française a permis de collecter 30 M€, contribuant à une collecte globale d'épargne financière de 174 M€.

Dans le domaine des produits d'assurance, Beobank a étendu sa gamme grâce aux partenariats avec NELL et NELB en lançant Plan Protection Familiale (assurance temporaire décès), Plan Funérailles et Beobank Invest 4Life (assurance vie combinant UC et Euro) ainsi qu'en ajoutant trois profils à sa gamme de fonds de pension.

- Pôle Entreprises

Le 1er semestre 2015 n'a pas noté de reprise significative des investissements alors que les carnets de commandes des entreprises, en particulier des PME, restent incertains. Mais, contrairement à l'année précédente, il apparaît pour les ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) des signes réels de plus grande confiance en l'avenir. Appréciation du dollar et baisse du prix du pétrole apportent un soutien à cette catégorie d'entreprises, restées innovantes et engagées pour une part grandissante de leur chiffre d'affaires à l'international. Ce constat vient à propos confirmer l'orientation volontariste prise par le Pôle Entreprises depuis deux exercices sur ce marché spécifique, afin de

conforter les encours déclinants enregistrés sur le marché des PME et développer le PNB lié aux services.

C'est ainsi que la banque voit ses encours largement progresser avec les ETI, tandis que les filiales de crédit-bail connaissent une évolution contrastée. Le crédit-bail mobilier développé par Bail Actea, est porté par un courant d'affaires en croissance, reflet d'investissements de renouvellement notamment sur le marché des autocars et de la santé alors que Nord Europe Lease, dans le crédit-bail immobilier, connaît un effritement du nombre de projets tant du côté des PME utilisatrices que des investisseurs.

Grâce à une démarche de prospection commerciale soutenue et ciblée, le Pôle Entreprises connait sur le 1er semestre 2015 une évolution tout à fait satisfaisante de ses encours, avec +7% en crédits moyen et long terme, +4% en crédit-bail mobilier et +3% en crédit-bail immobilier, conforté par un coût du risque bien contrôlé.

- Pôle Assurances

La production de NEA s'inscrit en repli de 2,9% au premier semestre 2015 à 620 M€ dont 428M€ pour ACMN VIE, 81M€ pour NELL, 77 M€ pour ACMN IARD et 27M€ pour NELB.

En assurance vie, le marché connait une croissance soutenue (+5% sur les cinq premiers mois de l'année) tandis que les cotisations d'assurance vie du Pôle NEA sont en baisse de 9%.
Au niveau du Pôle, conformément aux orientations du Groupe, les versements sur les supports en Unités de Compte s'inscrivent en forte croissance et représentent sur le premier semestre de l'année 28,3% de la production en épargne contre 19,1% à fin juin 2014.

Les prestations épargne (sinistres + rachats) de NEA restent stables sur un an. Annualisé, le taux de prestations sur encours s'élève à 7,3% contre 7,8% à fin juin 2014.

Les provisions mathématiques du Pôle Assurances s'établissent à 12,4 Md€ à fin juin (+2% par rapport à fin décembre 2014). Avec 1,8 Md€, la part des supports en Unités de Compte dans l'ensemble des provisions mathématiques ressort à 14,8% contre 13,5% à fin décembre.

Les primes en provenance du réseau CMNE représentent 56% de la production d'ACMN VIE et 51% de l'encaissement total du Pôle Assurances.
Elles se contractent de 9%, alors que les prestations connaissent une progression de 5%.
Ces résultats sont en deçà de la moyenne de l'activité vie des bancassureurs en termes d'encaissement (+4%) et de prestations (+3%).

En assurance dommages, la progression des cotisations de 2,9%, est sensiblement supérieure à celle enregistrée sur le marché (+1,5%). Le niveau de sinistralité au 30 juin reste quant à lui favorable et dans la continuité des exercices précédents.

Sur le plan commercial, le premier semestre aura été marqué par les lancements successifs de nouvelles offres dans les réseaux BeoBank et CMNE :

- ✓ en partenariat avec NELB, Plan Protection Famille et Plan Funérailles viennent compléter l'offre prévoyance de BeoBank,

- ✓ en partenariat avec NELL, BeoBank Invest4Life permet de proposer une solution d'investissement adaptée à chaque profil de client, en combinant Branche 21 et Branche 23,
- ✓ au CMNE, le lancement de la nouvelle offre automobile par ACMN IARD se traduit par une progression de 3,3% des affaires nouvelles.

Enfin, le premier semestre 2015 a mobilisé l'ensemble des équipes du Pôle Assurances autour des projets majeurs que constituent :

- ✓ la mise en place de Solvabilité 2,
- ✓ l'intégration réussie de NELB au sein de NEA,
- ✓ les migrations VEGA qui entrent dans leur dernière ligne droite et qui impactent ACMN VIE, NELL et leurs distributeurs.

- Pôle Gestion pour compte de tiers

Après trois années de redéploiement de ses activités, La Française poursuit son développement par la croissance organique de ses quatre piliers métiers :

- ✓ Le pilier Valeurs Mobilières, dont la gamme est enrichie depuis le début de l'année par une offre Actions US suite à la conclusion d'un partenariat stratégique avec Fred Alger Management, une société de gestion américaine ;
- ✓ Le pilier Immobilier, avec le lancement de nouvelles offres innovantes, telles la première SCPI Europe de bureaux et un fonds de foncières cotées, qui viennent compléter les offres existantes de SCPI, de fonds d'hébergement et les solutions de type « club deal » ;
- ✓ Le pilier Solutions d'Investissement, avec la poursuite du déploiement de l'offre EMTN auprès de la clientèle externe mais aussi avec le développement des fonds dédiés dits « de solutions » adaptés aux problématiques des investisseurs institutionnels ;
- ✓ Le pilier Financement Direct, désormais organisé autour de New Alpha AM (activité d'incubation), d'Acofi (fonds de prêts à l'économie) et de Siparex Proximité Innovation (capital investissement).

Depuis le début de l'année, la collecte nette est ainsi en forte hausse, et s'élève à plus de 2,3 Md€, contre 1.1 Md€ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Principaux éléments :

- ✓ Valeurs Mobilières : une collecte tirée principalement par les fonds obligataires et diversifiés de la gamme, tant en France qu'à l'international, mais encore en retrait sur la gamme actions malgré un redressement significatif des performances ;
- ✓ Immobilier : plus de 200 M€ de collecte en SCPI et près de 250 M€ de collecte sur les mandats dédiés aux clients institutionnels ;
- ✓ Solutions d'Investissement : plus de 500 M€ de collecte en fonds de solutions dédiés à la clientèle institutionnelle, et près de 400 M€ de collecte en EMTN commercialisés auprès de la clientèle des réseaux du Groupe CMNE ou des partenaires de La Française AM Finance Services ainsi qu'auprès des investisseurs institutionnels ;
- ✓ Financement direct : démarrage de la commercialisation des fonds de prêt d'Acofi auprès de la clientèle institutionnelle.

Compte tenu de la collecte réalisée et d'un effet marché positif, le montant des encours gérés par La Française pour le compte de sa clientèle franchit pour la première fois depuis sa création le seuil des 50 Md€ et atteint 51.3 Md€ à fin juin 2015. Ces encours se répartissent en 34 Md€ pour les Valeurs Mobilières, 11.9 Md€ pour l'Immobilier, 3.5 Md€ pour les Solutions d'Investissement et 2 Md€ pour le Financement Direct.

II. Les risques

Exposition au risque de dette souveraine :

Les encours sur les titres souverains « sensibles » ne sont portés que par la compagnie d'assurance et, dans une faible mesure, par la banque OBK qui détenait ces titres antérieurement à son rachat par le CMNE.
Les encours sur ces pays sont résumés dans le tableau suivant :

Pays	ACMN Vie	OBK
Italie	51 M€	
Espagne	10 M€	
Portugal	6 M€	3 M€
Irlande	67 M€	-

La seule augmentation concerne les investissements sur l'état irlandais réalisés par ACMNE Vie sur autorisation du comité financier du 24/10/2014. L'état irlandais est noté A+ par S&P depuis juin 2015.

Exposition au risque de certaines banques européennes

Le premier semestre a été marqué par les tensions sur le marché des changes résultant de la fin de l'interventionnisme de la Banque Nationale de Suisse pour maintenir une parité de 1,2 CHF pour 1 euro. L'appréciation du franc suisse a été une source d'attention pour les contreparties bancaires suisses détenant des actifs en devises étrangères, dont le commissionnement est souvent en euros. Le taux souverain suisse s'est également effondré à cette occasion.
Les encours du groupe CMNE portent sur Crédit Suisse pour 97 M€ et UBS pour 84 M€ en valeur nominale au 30/06/2015.

L'attention s'est également portée sur les groupes bancaires impactés par les enquêtes judicaires des autorités américaines, conduisant plusieurs groupes à supporter de lourdes amendes ou des provisions conséquentes.

Enfin, l'agence de notation Standard & Poor's qui estime que le soutien des pouvoirs publics aux banques systémiques s'avère plus incertain avec la mise en place de la directive européenne sur le redressement et la résolution des crises (Directive BRRD), a dégradé certaines grandes banques européennes.

La Caisse Fédérale et ses filiales belges détiennent des encours sur les banques espagnoles et italiennes qui sont résumés dans le tableau suivant en valeur nominale, hors dérivés.
Les impacts de ces opérations sont faibles et ne concernent que les capitaux propres en raison du classement AFS de la quasi-totalité de ces opérations.

	CF CMNE	BKCP Banque sa	OBK	BeObank
Unicredito (It)	20 M€. Classement HTM. Pas d'impact.	22.5 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.		
Banca Intesa (It)	49 M€. Classement HTM. Pas d'impact.	12 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.		
BBVA (Esp)		1.8 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.		
Banco Santander (Esp)	10 M€. Classement en JVR. Impact en résultat.	8.2 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.		25 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.
Bankinter (Esp)		1.6 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.		
Ahorro y Titulizacion SGFT SA (Esp)			7 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres.	

Lors du rachat de la banque OBK en mars 2012, le groupe CMNE a hérité un portefeuille d'actifs très divers qui a nécessité une attention particulière. Depuis le rachat de ce portefeuille, les lignes viennent à leur échéance naturelle et s'amortissent régulièrement.
En raison de la fusion juridique des entités du pôle belge, certaines opérations du portefeuille OBK ont été transférées au sein du portefeuille BKCP Banque SA.

A noter, l'amélioration de la contrepartie Banco Santander SA dont la notation interne est désormais de B- avec un statut actif, équivalent à une notation BBB+ chez S&P.

<u>Exposition au risque des dettes corporates :</u>

La baisse des rendements sur les dettes bancaires et la volonté de diversification ont conduit à renforcer le portefeuille corporates, tout en le limitant à 500 M€. Les contreparties sont majoritairement françaises et restent diversifiées en termes de noms et de secteurs économiques.
Les maturités sont généralement comprises entre 1 mois et 1 an.

Perspectives d'évolution

Le « retour à meilleure fortune » de l'économie française et, au-delà, de l'économie européenne continuera de dépendre des trois éléments fondamentaux qui ont marqué le 1er semestre : taux bas, pétrole bon marché et Euro faible. Le discours répété de la BCE assure la zone euro d'avoir des taux bas, au moins jusqu'à l'été 2016 ; le ralentissement économique de la Chine, le niveau de production des pétroles non conventionnels aux Etats-Unis et le prochain retour de l'Iran sur le marché pétrolier devraient maintenir des cours déprimés sur le pétrole pour encore de nombreux mois ; la perspective de remontée des taux directeurs américains au 4ème trimestre 2015 et une croissance qui reste soutenue, même si elle est moins brillante qu'attendue, continueront de soutenir les cours du Dollar, en particulier contre Euro.

Dans ce contexte, la plupart des économistes ont troqué le terme de rebond pour celui de reprise même s'ils ajoutent qu'elle sera modérée et insuffisante pour inverser la courbe du chômage ou commencer à réduire l'endettement public. Mais, dans une économie qui n'est plus bridée au niveau de l'offre, la confiance des ménages et la reprise de l'investissement des entreprises pourront enfin jeter les bases d'une reprise plus franche en 2016 et, encore plus, en 2017.

Au niveau des marchés financiers, ce contexte de reprise est de nature à soutenir structurellement le cours des actions mais il fait peser une menace symétrique sur celui des obligations. D'ailleurs, si les niveaux absolus des taux n'étaient pas aussi faibles, la remontée brutale intervenue entre avril et juin où les OAT à 10 ans sont passées de 0,40% à 1,20% ressemblerait à s'y méprendre à un krach obligataire. La prudence devra rester de mise à l'horizon du 2ème semestre, ce segment de la courbe des taux étant de moins en moins sous l'influence de la BCE.

Au-delà des données macroéconomiques de la zone euro, le territoire du CMNE dans la **banque de détail** reste marqué par un contexte économique régional difficile (indice de richesse très en dessous de la moyenne nationale, taux de chômage sensiblement supérieur) et il est peu vraisemblable que les tendances observées au 1er semestre s'inversent de façon significative.
En matière d'épargne et face à un taux des livrets réglementés qui va baisser à 0,75% au 1er août, les comptes courant créditeurs continueront de constituer une solution « par défaut » au placement de l'épargne des ménages. Pour contrer cette tendance naturelle, le CMNE mettra en avant, comme il le fait depuis plus d'un an, des produits comme le PEL ou les contrats d'assurance vie en Unité de Compte.
En matière de crédits, il est vraisemblable que la production continuera d'être nourrie par les rachats de crédits mais, selon une politique constante du CMNE, les marges et la qualité du risque resteront des indicateurs déterminants.

En **Belgique**, les activités du pôle resteront bien évidemment marquées par la continuation des nombreux chantiers techniques et organisationnels du projet Convergence qui trouvera son épilogue au 2ème trimestre 2016 avec la fusion des deux entités. Pour **BKCP**, l'accent sera mis sur la prospection des clients professionnels et le développement du crédit d'investissement. En matière d'épargne, les entretiens 360° pour développer l'épargne financière continueront d'être le « fil rouge » de la banque. Pour **Beobank**, la politique d'ouverture de comptes et d'activation des cartes de crédit fera l'objet d'une attention soutenue tout comme la poursuite du succès rencontré dans l'offre de crédit immobilier. Par ailleurs, fidèle à sa politique marketing et après le succès du partenariat avec RTL, Beobank lancera au 4ème trimestre des cartes co-brandées avec le groupe Air France-KLM. Enfin, les deux banques offriront à leur clientèle des applications mobiles en octobre prochain.

Pour le **Pôle Entreprises,** l'activité du second semestre restera orientée vers les ETI, marché constituant l'un des fondements du prochain PMT 2016/2020. C'est dans cette optique que se met en place la nouvelle organisation du Pôle, dynamisée par le regroupement en juin à Lille des fonctions de siège jusqu'alors installées à Arras et fondée sur des directions transverses pleinement opérationnelles après le recrutement de nouveaux collaborateurs expérimentés.

A l'instar des autres compagnies d'assurance en France et en Europe, le 2ème semestre du **pôle Assurances** du CMNE sera marqué par « la dernière ligne droite » avant la mise en œuvre de Solvabilité II, une réglementation dont certains paramètres financiers attendent encore d'être précisés mais dont les conséquences organisationnelles pour les compagnies sont désormais bien connues.

Malgré cette contrainte, très chronophage et malgré un environnement de taux bas qui rend toujours aussi difficile toute politique d'allocation d'actif, le pôle assurances restera concentré sur des projets porteurs, tant sur le plan commercial qu'organisationnel :

- ✓ le lancement au 4ème trimestre des nouvelles offres assurance vie grand public et patrimoniale à destination du CMNE et de ses réseaux de distribution,
- ✓ le lancement d'un diagnostic qualité dont l'amélioration constitue un enjeu majeur des années à venir,
- ✓ la migration informatique des contrats BKCP (NELL et ACMN VIE).

Après plusieurs années d'investissement et de construction, les enjeux du **Pôle Gestion pour Compte de Tiers** sont désormais la hausse de sa profitabilité, la maîtrise de ses risques et le maintien d'une offre de produits et de services innovants et de qualité.

L'atteinte de ces objectifs passera par :

- ✓ La poursuite de la collecte à un rythme soutenu, en s'appuyant sur la réorganisation des équipes commerciales réalisée en France en début d'année, un dispositif de distribution à l'international de plus en plus complet (signature d'accords de commercialisation avec des réseaux de distribution étrangers) et des produits différenciant et performants ;
- ✓ Le maintien de la génération de commissions de surperformance élevées, tant sur les expertises du pôle Valeurs Mobilières que sur celui des Solutions d'Investissement ;
- ✓ Le renforcement des synergies commerciales et métiers entre La Française et ses affiliés, mais aussi entre La Française et les différentes entités du Groupe CMNE ;
- ✓ Les effets de la politique de maîtrise des charges d'exploitation mise en place depuis le début de l'année au sein de La Française ;
- ✓ La simplification organisationnelle du Groupe ;
- ✓ Un dispositif de couverture des risques renforcé, qui compte désormais près de trente collaborateurs.

==========

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA PUBLICATION
DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolutions des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 3 août 2015.

Eric CHARPENTIER
Directeur Général

GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé
59000 Lille

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2015

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
61, rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé
59000 Lille

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I « Informations générales » qui expose les effets de la première application de l'interprétation IFRIC 21 relative à la comptabilisation des taxes.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 3 août 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés	Mazars
Sylvie BOURGUIGNON	Michel BARBET-MASSIN

BILAN PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2015

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Caisse, Banques centrales - Actif	**1**	**280 918**	**255 812**	**25 106**	***9,81%***
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**2, 4, 6**	**12 451 049**	**12 320 940**	**130 109**	***1,06%***
- Effets publics et valeurs ass. - Trading		6 822	-	6 822	*n.s.*
- Effets publics et valeurs ass. - JVO		-	-	-	-
- Obligations et autres T.R.F. - Trading		2 898	6 248	(3 350)	*(53,62)%*
- Obligations et autres T.R.F. - JVO		3 746 682	3 854 317	(107 635)	*(2,79)%*
- Actions et autres T.R.V - Trading		198 508	213 189	(14 681)	*(6,89)%*
- Actions et autres T.R.V - JVO		8 339 723	8 154 531	185 192	*2,27%*
- Prêts et créances sur EC - JVO		617	627	(10)	*(1,59)%*
- Prêts et créances sur la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs fin. - Trading		155 799	92 028	63 771	*69,30%*
Instruments dérivés de couvert. - Actif	**3, 4, 6**	**56 689**	**48 699**	**7 990**	***16,41%***
Actifs financiers disponibles à la vente	**5, 6, 10**	**7 424 371**	**7 303 106**	**121 265**	***1,66%***
- Effets publics et valeurs ass. - DALV		655 578	476 214	179 364	*37,66%*
- Obligations et autres T.R.F. - DALV		6 060 452	6 149 640	(89 188)	*(1,45)%*
- Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV		507 015	491 470	15 545	*3,16%*
- Participations et ATDLT - DALV		43 645	44 947	(1 302)	*(2,90)%*
- Parts dans les entreprises liées - DALV		157 681	140 835	16 846	*11,96%*
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**1**	**4 048 882**	**4 090 260**	**(41 378)**	***(1,01)%***
- Prêts sur les établissements de crédit		4 048 882	4 090 260	(41 378)	*(1,01)%*
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC		-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**8 & 10**	**15 764 063**	**15 784 562**	**(20 499)**	***(0,13)%***
- Prêts sur la clientèle		14 395 621	14 459 599	(63 978)	*(0,44)%*
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL		-	-	-	-
- Location financement bailleur - Op de CB		1 074 133	1 040 884	33 249	*3,19%*
- Location financement bailleur - Op de LS		294 309	284 079	10 230	*3,60%*
Ecart de rééval des PTF couverts en taux	**3**	**24 911**	**47 220**	**(22 309)**	***(47,24)%***
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	**9 & 10**	**560 943**	**480 586**	**80 357**	***16,72%***
- Effets publics et valeurs ass. - DJM		13 869	13 661	208	*1,52%*
- Obligations et autres T.R.F. - DJM		547 074	466 925	80 149	*17,17%*
Actifs d'impôt courants	**13**	**54 423**	**64 865**	**(10 442)**	***(16,10)%***
Actifs d'impôt différés	**13**	**75 485**	**66 301**	**9 184**	***13,85%***
Comptes de régularisation et actifs divers	**14**	**538 384**	**479 176**	**59 208**	***12,36%***
- Autres actifs		384 315	390 572	(6 257)	*(1,60)%*
- Comptes de régularisation - Actif		127 507	61 998	65 509	*105,66%*
- Autres actifs d'assurance		26 562	26 606	(44)	*(0,17)%*
Actifs non courants dest. à être cédés		**2**	**307**	**(305)**	***(99,35)%***
Participation aux bénéfices différée	**19**	**-**	**-**	**-**	**-**
Participations dans les entreprises MEE	**15**	**166 614**	**161 115**	**5 499**	***3,41%***
Immeubles de placement	**16**	**43 814**	**45 121**	**(1 307)**	***(2,90)%***
Immobilisations corporelles et LF preneur	**17**	**331 959**	**337 418**	**(5 459)**	***(1,62)%***
- Immobilisations corporelles		331 959	337 418	(5 459)	*(1,62)%*
- Location financement preneur		-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	**17**	**47 211**	**50 044**	**(2 833)**	***(5,66)%***
Ecart d'acquisition	**18**	**201 395**	**201 395**	**-**	**-**
Total de l'actif		**42 071 113**	**41 736 927**	**334 186**	***0,80%***

BILAN PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2015

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Banques centrales - Passif	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	**2, 4, 6**	**257 282**	**200 959**	**56 323**	***28,03%***
- Dettes envers les EC - JVO		4 769	4 755	14	*0,29%*
- Dettes envers la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dettes représentées par un titre - JVO		116 640	115 385	1 255	*1,09%*
- Dettes subordonnées - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs fin. - Trading		135 873	80 819	55 054	*68,12%*
Instruments dérivés de couvert. - Passif	**3, 4, 6**	**124 082**	**147 097**	**(23 015)**	***(15,65)%***
Dettes envers les Ets de crédit	**1**	**2 256 771**	**2 190 951**	**65 820**	***3,00%***
Dettes envers la clientèle	**8**	**15 834 639**	**15 675 733**	**158 906**	***1,01%***
- Cptes créd. clientèle - CERS - A vue		9 659 908	9 733 622	(73 714)	*(0,76)%*
- Cptes créd. clientèle - CERS - A terme		1 684 303	1 514 812	169 491	*11,19%*
- Cptes créd. clientèle - Autres - A vue		3 685 479	3 516 980	168 499	*4,79%*
- Cptes créd. clientèle - Autres - A terme		804 949	910 319	(105 370)	*(11,58)%*
Dettes représentées par un titre	**12**	**4 364 158**	**4 612 251**	**(248 093)**	***(5,38)%***
- Dettes rep. par un T. - Bon de caisse		90 145	128 384	(38 239)	*(29,78)%*
- Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN		2 638 012	2 588 458	49 554	*1,91%*
- Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig.		1 531 810	1 812 183	(280 373)	*(15,47)%*
- Dettes rep. par un T. - Autres		104 191	83 226	20 965	*25,19%*
Ecart de rééval des PTF couverts en taux	**3**	**2 865**	**2 970**	**(105)**	***(3,54)%***
Passifs d'impôt courants	**13**	**67 428**	**69 652**	**(2 224)**	***(3,19)%***
Passifs d'impôt différés	**13**	**77 951**	**75 953**	**1 998**	***2,63%***
Comptes de régularisation et passifs divers	**14**	**2 364 103**	**2 412 589**	**(48 486)**	***(2,01)%***
- Autres passifs		2 131 158	2 198 001	(66 843)	*(3,04)%*
- Comptes de régularisation - Passif		232 945	214 588	18 357	*8,55%*
- Autres passifs d'assurance		-	-	-	-
Dettes liées aux actifs dest. à être cédés		**-**	**-**	**-**	**-**
Prov. techniques des contrats d'assur.	**19**	**13 367 101**	**13 124 406**	**242 695**	***1,85%***
Provisions	**20**	**136 553**	**139 602**	**(3 049)**	***(2,18)%***
Dettes subordonnées	**21**	**614 782**	**522 272**	**92 510**	***17,71%***
Capitaux propres		**2 603 398**	**2 562 492**	**40 906**	***1,60%***
Capitaux propres - Part du groupe	**22**	**2 552 910**	**2 505 160**	**47 750**	***1,91%***
- Capital souscrit		1 288 791	1 295 202	(6 411)	*(0,49)%*
- Primes d'émission		2 750	2 750	-	-
- Réserves consolidées - Groupe		1 023 718	819 414	204 304	*24,93%*
- Résultat - Groupe		86 690	229 409	(142 719)	*(62,21)%*
- Gains ou pertes latents - Groupe		150 961	158 385	(7 424)	*(4,69)%*
Capitaux propres - Intérêts minoritaires		**50 488**	**57 332**	**(6 844)**	***(11,94)%***
- Réserves consolidées - Minoritaires		43 520	43 086	434	*1,01%*
- Résultat consolidé - Minoritaires		6 021	12 521	(6 500)	*(51,91)%*
- Gains ou pertes latents - Minoritaires		947	1 725	(778)	*(45,10)%*
Total du passif		**42 071 113**	**41 736 927**	**334 186**	***0,80%***

COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2015

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Produits d'intérêts et assimilés	**24**	**590 823**	**608 935**	**(18 112)**	***(2,97)%***	**1 209 315**
- Int. & prod. ass. - Op. avec EC		23 169	29 809	(6 640)	*(22,28)%*	55 866
- Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle		327 403	340 302	(12 899)	*(3,79)%*	676 469
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV		24 438	27 667	(3 229)	*(11,67)%*	51 016
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM		3 909	9 431	(5 522)	*(58,55)%*	15 511
- Produits sur op. de crédit-bail et ass.		148 247	138 724	9 523	*6,86%*	281 683
- Produits sur op. de LS		50 824	48 540	2 284	*4,71%*	100 684
- Dérivés de couverture - Produits		12 833	14 462	(1 629)	*(11,26)%*	28 086
Charges d'intérêts et assimilés	**24**	**(330 240)**	**(351 960)**	**21 720**	***(6,17)%***	**(678 989)**
- Int. & charges ass. - Op. avec EC		(9 647)	(11 899)	2 252	*(18,93)%*	(20 518)
- Int. & charges ass. - Op. avec clientèle		(81 917)	(97 639)	15 722	*(16,10)%*	(186 280)
- Int. & charges ass. - Dettes rep. titre		(37 823)	(44 412)	6 589	*(14,84)%*	(83 562)
- Int. & charges ass. - Dettes subord.		(1 418)	(1 349)	(69)	*5,11%*	(3 483)
- Charges sur op. de crédit-bail et ass.		(130 989)	(123 649)	(7 340)	*5,94%*	(250 004)
- Charges sur op. de LS		(47 083)	(43 763)	(3 320)	*7,59%*	(88 368)
- Dérivés de couverture - Charges		(21 363)	(29 249)	7 886	*(26,96)%*	(46 774)
Commissions (Produits)	**25**	**104 886**	**102 377**	**2 509**	***2,45%***	**198 425**
Commissions (Charges)	**25**	**(30 912)**	**(30 374)**	**(538)**	***1,77%***	**(60 121)**
Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat	**26**	**5 512**	**31 915**	**(26 403)**	***(82,73)%***	**53 665**
- Solde net des op. / T. de transaction		8 970	7 815	1 155	*14,78%*	14 173
- Solde net des op. de change		1 095	625	470	*75,20%*	2 663
- Solde net des dérivés de trading		(16 696)	18 015	(34 711)	*(192,68)%*	22 563
- Solde net - Inefficacité dérivés de couv		113	1 266	(1 153)	*(91,07)%*	(241)
- Solde net des actifs financiers JVO		15 367	15 491	(124)	*(0,80)%*	29 049
- Solde net des passifs financiers JVO		126	-	126	*n.s.*	-
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO		2 313	2 982	(669)	*(22,43)%*	3 382
- Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO		(5 776)	(14 279)	8 503	*(59,55)%*	(17 924)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV	**27**	**13 510**	**30 849**	**(17 339)**	***(56,21)%***	**22 957**
- Revenus des titres à revenu variable		10 277	12 343	(2 066)	*(16,74)%*	16 745
- Oblig. et autres T.R.F. (dont EP)		2 394	2 626	(232)	*(8,83)%*	2 529
- Actions, TAP et autres T.R.V.		2 187	7 573	(5 386)	*(71,12)%*	11 452
- Participations, ATDLT, PEL		(1 348)	8 436	(9 784)	*(115,98)%*	(7 769)
- Autres gains et pertes / actifs fin		-	(129)	129	*(100,00)%*	-
Produits des autres activités	**28**	**1 107 843**	**1 027 629**	**80 214**	***7,81%***	**1 972 707**
Charges des autres activités	**28**	**(871 873)**	**(837 776)**	**(34 097)**	***4,07%***	**(1 565 572)**
Produit Net Bancaire IFRS		**589 549**	**581 595**	**7 954**	***1,37%***	**1 152 387**
Frais généraux IFRS	**29**	**(427 192)**	**(396 944)**	**(30 248)**	***7,62%***	**(785 400)**
- Charges de personnel		(223 698)	(223 637)	(61)	*0,03%*	(435 420)
- Charges générales d'exploitation		(184 286)	(153 151)	(31 135)	*20,33%*	(308 176)
- Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl		(19 208)	(20 156)	948	*(4,70)%*	(41 804)
Résultat Brut d'Exploitation IFRS		**162 357**	**184 651**	**(22 294)**	***(12,07)%***	**366 987**
Coût du risque	**30**	**(16 512)**	**(14 878)**	**(1 634)**	***10,98%***	**(30 582)**
Résultat d'Exploitation IFRS		**145 845**	**169 773**	**(23 928)**	***(14,09)%***	**336 405**
QP de résultat des entreprises MEE	**15**	**4 800**	**5 459**	**(659)**	***(12,07)%***	**9 909**
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**31**	**142**	**(145)**	**287**	***(197,93)%***	**(2 977)**
- Solde net - Corr. val. immo corp incorp		142	(145)	287	*(197,93)%*	(2 869)
- Résultat sur entités conso (cession...)		-	-	-	-	(108)
Variations de valeur des écarts d'acq.	**32**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 647**
Résultat Avant Impôts IFRS		**150 787**	**175 087**	**(24 300)**	***(13,88)%***	**346 984**
Impôts sur le résultat	**33**	**(58 076)**	**(50 177)**	**(7 899)**	***15,74%***	**(105 054)**
Gains & pertes nets d'impôts / act aband		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net total IFRS		**92 711**	**124 910**	**(32 199)**	***(25,78)%***	**241 930**
Résultat consolidé - Minoritaires		**6 021**	**5 594**	**427**	***7,63%***	**12 521**
Résultat Net		**86 690**	**119 316**	**(32 626)**	***(27,34)%***	**229 409**

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

au 30 juin 2015

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Résultat Net		**92 711**	**124 910**	**(32 199)**	***(25,78)%***	**241 930**
Ecarts de conversion		1 119	355	764	*n.s.*	822
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		(15 118)	17 831	(32 949)	*n.s.*	37 205
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		3 271	(618)	3 889	*n.s.*	(3 292)
Réévaluation des immobilisations		-	-	-	-	-
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		303	418	(115)	*n.s.*	629
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	**34, 35**	**(10 425)**	**17 986**	**(28 411)**	***n.s.***	**35 364**
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		2 223	(2 947)	5 170	*n.s.*	(7 676)
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	**34, 35**	**2 223**	**(2 947)**	**5 170**	***n.s.***	**(7 676)**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		**84 509**	**139 949**	**(55 440)**	***(39,61)%***	**269 618**
Dont part du Groupe		79 266	134 064	(54 798)	*n.s.*	256 648
Dont part des minoritaires		5 243	5 885	(642)	*n.s.*	12 970

	Capital et réserves liées	
en milliers d'euros	Capital	Réserves liées au capital (1)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	**1 298 462**	**2 750**
Variation de capital	**- 3 260**	
Elimination des titres auto-détenus		
Emission d'actions de préférence		
Composante capitaux propres des instruments hybrides		
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		
Affectation du résultat 2013		
Distribution 2014 au titre du résultat 2013		
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	**- 3 260**	**-**
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)		
Résultat 31 décembre 2014		
Sous-total	**-**	**-**
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires		
Changement de méthodes comptables		
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence		
Variations des taux de conversion		
Autres variations		
Capitaux propres au 31 décembre 2014	**1 295 202**	**2 750**
Variation de capital	**- 6 411**	
Elimination des titres auto-détenus		
Emission d'actions de préférence		
Composante capitaux propres des instruments hybrides		
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		
Affectation du résultat 2014		
Distribution 2015 au titre du résultat 2014		
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	**- 6 411**	**-**
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)		
Résultat 30 juin 2015		
Sous-total	**-**	**-**
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires		
Changement de méthodes comptables		
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence		
Variations des taux de conversion		
Autres variations		
Capitaux propres au 30 juin 2015	**1 288 791**	**2 750**

Les autres variations de réserves consolidées correspondent à l'écart entre le calcul théorique des dividendes et leur perception réelle (écart dû aux

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente et les variations de valeur des écarts actuariels sur la provision IFC (Indemnités de Fin de Carrière)

(3) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 juin 2015

Réserves consolidées	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)						
Réserves consolidées	Liés à la réévaluation	Variations de valeur des instruments financiers		Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture				
673 537	130	151 809	- 20 793	184 102	2 289 997	55 093	2 345 090
					- 3 260		- 3 260
					-		-
					-		-
					-		-
					-		-
155 700				- 155 700	-		-
				- 28 402	- 28 402		- 28 402
155 700	-	-	-	- 184 102	- 31 662	-	- 31 662
	- 7 692	33 589	- 3 292		22 605	449	23 054
				229 409	229 409	12 521	241 930
-	- 7 692	33 589	- 3 292	229 409	252 014	12 970	264 984
979		3 188			4 167	- 19 995	- 15 828
-					-		-
- 13 867		633			- 13 234		- 13 234
-		813			813	-	813
3 065	2	- 2	-		3 065	9 264	12 329
819 414	- 7 560	190 030	- 24 085	229 409	2 505 160	57 332	2 562 492
					- 6 411		- 6 411
					-		-
					-		-
					-		-
					-		-
207 071				- 207 071	-		-
				- 22 338	- 22 338		- 22 338
207 071	-	-	-	- 229 409	- 28 749	-	- 28 749
	2 223	- 14 340	3 271		- 8 846	- 778	- 9 624
				86 690	86 690	6 021	92 711
-	2 223	- 14 340	3 271	86 690	77 844	5 243	83 087
- 334		- 1			- 335	- 28 241	- 28 576
3 201					3 201		3 201
- 3 837		302			- 3 535		- 3 535
-		1 121			1 121	-	1 121
- 1 797	-		-		- 1 797	16 154	14 357
1 023 718	- 5 337	177 112	- 20 814	86 690	2 552 910	50 488	2 603 398

variations de périmètre et au mode de traitement en IFRS des options de vente des minoritaires).

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2014 / 2015		
en millions d'euros	**CMNE IFRS 2014.12**	**CMNE IFRS 2015.06**
Résultat net	242	93
Impôt	105	58
Résultat avant impôts	**347**	**151**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	41	20
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	5	0
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	10	-7
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-10	-5
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	11	0
+/- Produits/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-915	-30
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**-858**	**-22**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit *(a)*	-107	33
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle *(b)*	-267	145
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers *(c)*	-2 166	7
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 377	-21
- Impôts versés	-67	-46
= Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	**-1 230**	**118**
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	**-1 741**	**247**
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations *(d)*	**517**	**-82**
+/- Flux liés aux immeubles de placement *(e)*	**2**	**1**
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles *(f)*	**-60**	**-10**
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	**459**	**-91**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires *(g)*	**-32**	**-29**
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement *(h)*	**1 183**	**-165**
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	**1 151**	**-194**
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	**0**	**0**
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	**-131**	**-38**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-1 741	247
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	459	-91
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	1 151	-194
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**611**	**480**
Caisse, banques centrales (actif & passif)	448	256
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	163	224
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**480**	**442**
Caisse, banques centrales (actif & passif)	256	281
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	224	161
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**-131**	**-38**
	0	0

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2014 / 2015		
en millions d'euros	**CMNE IFRS 2014.12**	**CMNE IFRS 2015.06**
(a) Les **flux liés aux opérations avec les établissements de crédit** se décomposent comme suit :		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Tréso	-122	6
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	15	27
(b) Les **flux liés aux opérations avec la clientèle** se décomposent comme suit :		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	-256	36
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	-11	109
(c) Les **flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers** se décomposent comme suit :		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	-1 768	-81
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat	-5	-4
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	-145	-189
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	823	242
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture	0	0
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	-1 071	39
(d) Les **flux liés aux actifs financiers et aux participations** se décomposent comme suit :		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	-6	0
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	-2	0
+ Encaissements liés aux dividendes reçus	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-1 802	-1 058
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2 306	978
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	-11	-1
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	32	-1
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus	0	0
(e) Les **flux liés aux immeubles de placement** se décomposent comme suit :		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement	-1	0
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement	3	1
(f) Les **flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles** se décomposent comme suit :		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-70	-12
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	2
(g) Les **flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires** se décomposent comme suit :		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	-4	-7
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital	0	0
- Décaissements liés aux dividendes payés	-28	-22
- Décaissements liés aux autres rémunérations	0	0
(h) Les **autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement** se décomposent comme suit :		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre	1 218	246
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre	-402	-506
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées	367	95
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées	0	0

N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES
(Etablis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)

ARRETES AU 30 JUIN 2015

Cette annexe est divisée en six parties :

I INFORMATIONS GENERALES

II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE

III PRINCIPES COMPTABLES

IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

V INFORMATION SECTORIELLE

VI AUTRES INFORMATIONS

I INFORMATIONS GENERALES

Le Crédit Mutuel est une banque coopérative régie par la loi du 10 septembre 1947. Il n'appartient qu'à ses sociétaires, détenteurs d'une part sociale A qui permet à chacun de s'exprimer selon le principe "une personne, une voix" et notamment d'élire les administrateurs.

Les trois degrés - local, régional et national - de cette organisation non centralisée fonctionnent selon le principe de la subsidiarité : au niveau le plus proche du sociétaire, la Caisse locale exerce les principales fonctions d'une agence bancaire, les autres échelons effectuant les tâches que la Caisse locale ne peut assumer seule.

La traduction en consolidation de l'originalité capitalistique du groupe est basée sur la détermination d'une entité consolidante qui traduit la communauté des sociétaires liée par des liens financiers de solidarité et de gouvernance communs.

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires. La Fondation du Crédit Mutuel Nord Europe est également intégrée à l'entité consolidante.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2013-04 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe applique depuis le 1er janvier 2015 la norme IFRIC 21 : comptabilisation des taxes (hors impôts sur le résultat) dès leur fait générateur, sans étalement prorata temporis. L'impact au 30 juin 2015 est de - 15 millions d'euros. A titre de comparaison, l'impact de l'application de cette norme au 30 juin 2014 aurait été une diminution du résultat de 4 millions d'euros. Le résultat de 119 millions d'euros publié au titre du 30 juin 2014 aurait donc été de 115 millions.

Conformément à la norme IFRS7-B6, les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du Groupe.

Recours à des estimations

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015

- Aucun fait marquant ne s'est produit au cours de ce semestre.

II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE

1. PRINCIPES D'INCLUSION DANS LE PERIMETRE

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS28R.
Le périmètre de consolidation est composé :

- des entités contrôlées de manière exclusive : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé, ou a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influer sur les rendements qu'il obtient.

- des entités sous contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :
  • une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
  • une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

- des entités sous influence notable : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle.

2. METHODES DE CONSOLIDATION

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale : cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

  Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

  Les OPCVM et SCPI, notamment ceux représentatifs des contrats en unités de comptes des entités d'assurance, sont comptabilisés en juste valeur par résultat. Les montants correspondants aux intérêts minoritaires figurent en "autres passifs".

- la mise en équivalence : elle consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

3. PERIMETRE

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2015 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

Périmètre de consolidation

	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
1. Entreprises à caractère financier											
1.1 Etablissements de crédit											
> Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE	FRANCE	12/14	100	100	76 119	Mère	06/15	100	100	19 539	Mère
> BCMNE (base consolidée) - 4 place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	6 579	IG	06/15	100	100	9 407	IG
> CMNE Belgium (base consolidée) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	36 395	IG	06/15	100	100	2 698	IG
1.2 Etablissements financiers autres que 1.1											
> FCP Richebé Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	99,78	10 441	IG	06/15	100	100	3 520	IG
> CMNE Home Loans FCT - 4 place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	99,90	0	IG	06/15	100	100	0	IG
1.3 Autres entreprises à caractère financier											
2. Entreprises non financières											
2.1 Assurances											
> Nord Europe Assurances (base consolidée) - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	FRANCE	12/14	100	100	74 214	IG	06/15	100	100	37 934	IG
2.2 Services											
> Actéa Environnement - 5/7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	FRANCE	12/14	100	100	-2 183	IG	06/15	100	100	-109	IG
> CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	-14	IG	06/15	100	100	-23	IG
> CMN TEL - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	-25	IG	06/15	100	100	-10	IG
> Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG	FRANCE	12/14	10,15	10,15	7 115	MEE	06/15	10,15	10,15	3 745	MEE
> Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	86	IG	06/15	100	100	72	IG
> GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	0	IG	06/15	100	100	0	IG
> L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	428	IG	06/15	100	100	1 148	IG
> Sicorfé Maintenance - rue Bourgelat - 62223 St LAURENT BLANGY	FRANCE	12/14	34	34	112	MEE	06/15	34	34	69	MEE
> THEIA Viager - 455, promenade des Anglais - 06299 NICE	FRANCE	12/14	80	80	-119	IG	06/15	80	80	-95	IG
> Transactimmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	-23	IG	06/15	100	100	-16	IG
2.3 Industrie											
2.4 Holding non financier											
> Groupe La Française (base consolidée) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	98,46	98,46	18 244	IG	06/15	98,64	98,64	6 890	IG
> Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	2 040	IG	06/15	100	100	1 921	IG
				Total	229 409				Total	86 690	

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IP : Intégration Proportionnelle ; IG : Intégration Globale

Banque Commerciale du Marché Nord Europe
4 place Richebé 59000 LILLE

Périmètre de consolidation *servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable*	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
Banque Commerciale du Marché Nord Europe	FRANCE	12/14	100	100	-2 536	IG	06/15	100	100	4 264	IG
> Bail Actea - 19 avenue le Corbusier - 59800 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	6 339	IG	06/15	100	100	2 997	IG
> Nord Europe Lease - 19 avenue le Corbusier - 59800 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	2 690	IG	06/15	100	100	2 073	IG
> GIE BCMNE Gestion - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	0	IG	06/15	100	100	0	IG
> Nord Europe Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-	FRANCE	12/14	99,65	99,65	86	IG	06/15	99,65	99,65	73	IG
				Total	6 579				Total	9 407	

CMNE Belgium
Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES

Périmètre de consolidation *servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable*	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
CMNE Belgium	BELGIQUE	12/14	100	100	-2 165	IG	06/15	100	100	-510	IG
> BKCP Immo IT SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	95,87	95,87	-3 057	IG	06/15	95,92	95,92	-4 304	IG
> Beobank Belgique - Boulevard Général Jacques, 263G - 1050 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	14 849	IG	06/15	100	100	7 449	IG
> BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	-19	IG	06/15	100	100	-18	IG
> BKCP Banque SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	25 443	IG	06/15	100	100	-1 437	IG
> Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	609	IG	06/15	100	100	166	IG
> Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	-5	IG	06/15	100	100	-9	IG
> OBK SCRL - Graaf Van Vlaanderenplein, 19 - 9000 GAND	BELGIQUE	12/14	100	99,99	740	IG	06/15	100	99,99	1 361	IG
				Total	36 395				Total	2 698	

Nord Europe Participations et Investissements
4 Place Richebé - 59000 LILLE

Périmètre de consolidation *servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable*	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
Nord Europe Participations et Investissements	FRANCE	12/14	100	100	-633	IG	06/15	100	100	-655	IG
> SCI Centre Gare	FRANCE	12/14	100	100	2 708	IG	06/15	100	100	2 608	IG
> Fininmad (Marchand de biens)	FRANCE	12/14	100	100	-27	IG	06/15	100	100	-24	IG
> Sofimmo 3	FRANCE	12/14	100	100	-2	IG	06/15	100	100	-3	IG
> Sofimpar	BELGIQUE	12/14	100	100	-6	IG	06/15	100	100	-5	IG
				Total	2 040				Total	1 921	

IMMOBILIERE DU CMN
4 Place Richebé - 59000 LILLE

Périmètre de consolidation *servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable*	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Méthode d'intégration (1)
> SCI CMN	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG
> SCI CMN 1	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG
> SCI CMN 2	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG
> SCI CMN 3	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG
> SCI CMN Location	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG
> SCI CMN Location 2	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG
> SCI RICHEBE INKERMAN	FRANCE	12/14	100	100	IG	06/15	100	100	IG

Nord Europe Assurances
9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS

Périmètre de consolidation *servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable*	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
Nord Europe Assurances	FRANCE	12/14	100	100	322	IG	06/15	100	100	-1 690	IG
> ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	51	51	10 402	IG	06/15	51	51	6 061	IG
> ACMN Vie - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	FRANCE	12/14	100	100	56 175	IG	06/15	100	100	28 711	IG
> Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	337	IG	06/15	100	100	138	IG
> CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	12/14	100	100	2 519	IG	06/15	100	100	2 723	IG
> Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 L2134 LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	12/14	100	100	3 830	IG	06/15	100	100	1 466	IG
> Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/14	100	100	21	IG	06/15	100	100	18	IG
> North Europe Life Belgium - 11 boulevard de la Plaine - 1050 BUXELLES	BELGIQUE	12/14	100	100	503	IG	06/15	100	100	488	IG
> Vie Services - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	FRANCE	12/14	77,5	77,5	105	IG	06/15	77,5	77,5	19	IG
				Total	74 214				Total	37 934	

Groupe La Française
173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Périmètre de consolidation *servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable*	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
Groupe La Française	FRANCE	12/14	98,46	98,46	-2 971	IG	06/15	98,64	98,64	-1 784	IG
> 2A - 5 boulevard de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	-	0	0	0	NC	06/15	20	19,73	-251	MEE
> CD Partenaires - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	74,02	164	IG	06/15	100	74,16	102	IG
> Convictions Asset Management - 15 bis rue de Marignan - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	30,00	29,54	115	MEE	06/15	30,00	29,59	13	MEE
> CMH Gestion - 88 rue Cardinet - 75017 PARIS	FRANCE	12/14	24,48	20,79	18	MEE	06/15	0	0	0	NC
> FCT LFP Créances Immobilières - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,86	367	IG	06/15	100	99,00	-706	IG
> Forum Holding BV - Fred. Roeskestraat 123, 1076 EE - Amsterdam	PAYS-BAS	12/14	24,64	24,26	9	MEE	06/15	24,64	24,31	-103	MEE
> Forum Partners Investment Management Limited - 1700 E Putnam Ave, Old Greenwich, CT 06870 - 1366, Deleware - USA	ETATS UNIS D AMERIQUE	12/14	24,64	24,26	39	MEE	06/15	24,64	24,31	124	MEE
> GIE Groupe La Française - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	188	IG	06/15	100	98,64	0	IG
> Groupe Cholet-Dupont - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	33,73	33,21	1 060	MEE	06/15	33,73	33,27	701	MEE
> La Française AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	8 340	IG	06/15	100	98,64	3 204	IG
> La Française AM Finance Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	2 199	IG	06/15	100	98,64	895	IG
> La Française AM GP - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	445	IG	06/15	100	98,64	530	IG
> La Française AM ICC - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	-140	IG	06/15	0	0,00	0	NC
> La Française AM Iberia - C/ Joaquin Costa 26 - 28002 MADRID	ESPAGNE	12/14	66	64,99	228	IG	06/15	66	65,11	16	IG
> La Française AM International - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/14	100	98,47	276	IG	06/15	100	98,65	243	IG
> La Française Bank - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/14	100	99,08	-727	IG	06/15	100	99,19	1 834	IG
> La Française Global Real Estate Investment Management Limited - 12 Berkeley Street -	ROYAUME-UNI	12/14	100	98,46	-989	IG	06/15	100	98,64	-520	IG
> La Française Inflection Point - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	51,00	73,86	422	IG	06/15	51,00	73,99	217	IG
> La Française Investment Solutions - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	65,00	64,00	2 093	IG	06/15	65,00	64,12	450	IG
> La Française Real Estate Managers - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	86,25	84,92	4 805	IG	06/15	86,25	85,08	1 809	IG
> La Française Real Estate Partners - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	65,00	55,20	86	IG	06/15	65,00	55,30	-247	IG
> LFF Real Estate Partners Limited - 16 Berkeley Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/14	56,67	55,00	-12	IG	06/15	56,67	55,10	-131	IG
> LFP Nexity Services Immobiliers - 147 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	24,64	20,92	241	MEE	06/15	24,64	20,96	-194	MEE
> LFP SV - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/14	100	98,46	59	IG	06/15	100	98,64	60	IG
> New Alpha Asset Management - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	893	IG	06/15	100	98,64	681	IG
> NEXT Advisor - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	-82	IG	06/15	100	98,64	-5	IG
> Nouvelles EXpertises et Talents AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	98,46	1 017	IG	06/15	100	98,64	859	IG
> Siparex Proximité Innovation - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	46,46	45,75	221	MEE	06/15	46,46	45,83	239	MEE
> Société Holding Partenaires - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	51,00	50,22	-3	IG	06/15	51,00	50,31	-2	IG
> SPV Jarna - 9B Boulevard Prince Henri - 1724 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/14	0	0	0	NC	06/15	100	98,64	-2 206	IG
> UFG PM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	84,92	-25	IG	06/15	100	85,08	-9	IG
> Tages Capital LLP - 39 St James' Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/14	40,00	39,38	1 221	MEE	06/15	40,00	39,46	669	MEE
> Inflection Point Capital Management Ltd - 125 Old Broad Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/14	49,00	48,25	-456	MEE	06/15	49,00	48,33	-216	MEE
> JKC Capital Management Ltd - 34-37 Connaught Road Central - HONG-KONG SAR	HONG-KONG	12/14	50,00	49,23	132	MEE	06/15	50,00	49,32	21	MEE
> OPCI Raspail - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	99,73	-943	IG	06/15	100	99,76	593	IG
> SCI Raspail Vavin Invest - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	FRANCE	12/14	100	99,71	-46	IG	06/15	100	99,74	4	IG
				Total	18 244				Total	6 890	

Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période

	Nom de l'entreprise
Entrées :	
Acquisition	
	2A
Création	
	SPV Jarna
Sorties :	
Cession	
	La Française AM ICC
Dissolution	
	CMH Gestion
Changement de dénomination :	
	La Française des Placements devient La française AM

Entités consolidées par consolidation simplifiée dans le cadre de l'application de la norme IFRS 10

	Pays	31.12.2014		30.06.2015	
		% d'intérêt	Intérêts minoritaires constatés	% d'intérêt	Intérêts minoritaires constatés
OPCVM					
Axa IM ILS FUND G	LUXEMBOURG	36,03%	34 375	0,00%	0
CMNE SELECTIONS	FRANCE	35,70%	2 345		0
CONVICTIONS CLASSIC B	FRANCE	50,29%	10 751	43,90%	13 921
CONVICTIONS MULTIBDF FCP 3DEC	FRANCE			94,40%	388
DIADEME GLOBAL SELECTION (A)	FRANCE	90,00%	4 800	97,82%	1 139
ELIXIME JANVIER 2015	FRANCE	99,81%	53		0
ELIXIME JANVIER 2016	FRANCE	99,87%	28		0
FERI IV	LUXEMBOURG			82,93%	7 075
FCPR NORD-EUROPE 1	FRANCE	52,25%	1 823	35,03%	2 055
LF AM LFPFSGIRE ID D.	LUXEMBOURG			91,57%	3 905
LFP RENDEMENT GLOBAL 2022 I US	LUXEMBOURG			89,45%	59
LFP RENDEMENT GLOBAL 2022 R US	LUXEMBOURG	74,02%	172	60,01%	334
LF AM LFP MUL O BC C.	LUXEMBOURG	99,47%	564		0
LF AM LFPFSGIRE ID D.	LUXEMBOURG	92,83%	1 807	92,32%	71
LFIP LEADERS EMERGENTS	LUXEMBOURG	69,91%	172	68,71%	212
LFIP MULTI TRENDS	FRANCE	48,09%	9 266	49,74%	10 047
LFIP TREND OPPORTUNITIES	LUXEMBOURG	81,61%	2 546	82,73%	2 654
LFIS VISION CREDIT OPP. I EUR	LUXEMBOURG	55,24%	62 593	53,28%	106 831
LFP ACTIONS MONDE FCP	FRANCE	48,23%	20 275	53,95%	15 134
LFP ALLOCATION 7 (R)	FRANCE	61,50%	35 397	56,66%	44 888
LFP ALLOCATION VOLATILITE PI	FRANCE	84,16%	3 991		0
LFP ALLOCATION VOLATILITE PR	FRANCE	97,97%	630	98,21%	625
LFP ALTERAM EVENT	FRANCE	83,36%	20 668	83,38%	20 503
LFP ALTERAM MULTI ARBITRAGE II	FRANCE	86,00%	12 237	94,28%	4 577
LFP ALTERAM MULTI ARBITRAGES	FRANCE	86,07%	23 761	89,26%	18 114
LFP COUSSIN OPPORTUN.FCP 3DEC	FRANCE	99,85%	11		0
LFP FONCIERES EUROPE (R)	FRANCE	56,47%	1 989	57,69%	2 387
LFP HORIZON 2014	FRANCE	86,91%	1 333		0
LFP INFLATION PLUS	FRANCE	41,53%	11 136	40,87%	11 643
LFP LIBROBLIG FCP 5DEC	FRANCE	84,54%	10 829	82,56%	11 973
LFP MULTISTRATEGIES OBLIGATAIR	FRANCE	38,86%	2 315		0
LFP OBLIGATIONS EMERGENTES P	FRANCE	51,35%	6 881	55,69%	5 711
LFP OBLIGATIONS ISD D	FRANCE			36,69%	2 103
LFP OBLIGATIONS LT	FRANCE	36,87%	19 835		0
LFP OPPORTUNITY DELFF EUR HGH	LUXEMBOURG	59,01%	7 671	60,30%	7 604
LFP PATRIMOINE FLEXIBLE R	FRANCE	90,73%	28 909	90,65%	34 372
LFP PREMIUM EMERGENTS R	FRANCE	96,53%	362	96,29%	176
LFP PROFIL PERFORMANCE R	FRANCE	73,41%	17 012	73,27%	18 010
LFP PROFIL REGULARITE R	FRANCE	87,71%	11 480	88,19%	11 859
LFP S&P Capital IQ Fund - LFP R2P Global High Yield I CAP EUR	LUXEMBOURG	99,80%	1		0
LFP S&P Capital IQ Fund - LFP R2P Global High Yield R CAP USD	LUXEMBOURG	97,61%	15	97,61%	15
LFP SELECTION EMERGING	FRANCE	50,57%	66		0
LFP TRESORERIE ACTIV R	FRANCE	38,54%	86 307	57,25%	40 327
LFP TRESORERIE B FCP 4DEC	FRANCE	94,56%	263	92,23%	235
LFP TRESORERIE MOYEN TERME R	FRANCE	99,31%	502		0
NEXT INVEST	FRANCE	54,55%	57 153	54,55%	61 016
NEXT AM TENDANCE FINANCE CL A	LUXEMBOURG			38,11%	44 291
NORD OUEST ENTREPRENEURS 4	FRANCE	80,82%	481		0
SWELL CLAS.GTAA FD UCITS S FCP	FRANCE	98,86%	177		0
SWELL SOFT GTAA FUND	FRANCE	99,93%	27		0
UFG IC FUND	LUXEMBOURG	44,12%	26 055	67,58%	11 655
			539 064		515 912

SCPI					
CR. MUT. PIERRE 1	FRANCE	37,47%	513 413	37,28%	513 178
LFP EUROPEAN FUND OF FUNDS SI.	FRANCE	91,49%	1 959	91,49%	2 036
LFP GRANDS VIGNOBLES	FRANCE	62,95%	8 108	62,95%	8 054
LFP IMMO SR 2	FRANCE	35,82%	25 081		0
LFP OPSIS ASSURANCE	FRANCE	98,41%	317	98,25%	362
LFP PIERRE	FRANCE	55,70%	302 870	55,70%	300 930
PIERRE EXPANSION	FRANCE	84,53%	5 811		0
SCI PERENNITE PIERRE	FRANCE	92,39%	13 042		0
SCPI LFP EUROPIMMO	FRANCE	70,71%	2 341		0
SCPI PIERVAL SANTE	FRANCE	77,16%	2 125		0
UFG PIXEL 1	FRANCE	80,57%	8 127	80,57%	6 642
			883 193		831 200
OPCI					
LFP OPSIS PATRIMOINE PARTENAIR	FRANCE	47,95%	21 374	51,47%	18 922
			21 374		18 922
Total impact IFRS 10			**1 443 631**		**1 366 034**

4. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Retraitements et éliminations

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements. Il est à souligner que, lorsque des titres émis par une entité consolidée sont détenus par les compagnies d'assurance du Groupe en tant que placements représentatifs de contrats libellés en unités de comptes, ils ne sont pas éliminés ; ceci permet de matérialiser l'adossement actif – passif de ce type de contrats d'assurance vie.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence sur le capital, les réserves et le report à nouveau est inscrite dans les capitaux propres dans le compte "Réserves de conversion". Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte "Réserves de conversion".

Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés dans le résultat de la période.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS

39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition ou cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affectée l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. La valeur recouvrable de l'UGT, déterminée dans le cadre de ces tests, est définie comme étant sa valeur de marché. La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'UGT dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par la juste valeur des entités composant l'UGT appréciée au regard des formules des pactes d'actionnaires ou par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples. Le cas échéant, la valeur recouvrable peut aussi être basée sur la valeur d'utilité. Celle-ci repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables de ces UGT et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

Impôts différés

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

5. ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables,

constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

III PRINCIPES COMPTABLES

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité Bancaire Européenne, le groupe l'a intégré dans les systèmes d'information afin que les définitions comptable et prudentielle soient harmonisées. Les éléments chiffrés figurent en rapport de gestion.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs évènements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un évènement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

Garanties financières et engagements de financement

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser leur titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, …) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

Opérations en devises

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change à la date d'arrêté.

- ***Actifs ou passifs financiers monétaires***

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat".

- ***Actifs ou passifs financiers non monétaires***

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat" si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les "plus ou moins-values latentes ou différées" lorsqu'il s'agit d'actifs financiers disponibles à la vente.

Opérations de location

Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

Titres acquis

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.
Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.
Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

❋ Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

❋ Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer, notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché. Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

Classification comptable des titres

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

❋ Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparait inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Aucun transfert de ce type n'a eu lieu depuis 2008 ; ils ont eu pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle leur impact sur le résultat du Groupe.

❋ Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêtés ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

Actifs financiers disponibles à la vente

Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie. Le Groupe n'a pas pratiqué de reclassement depuis 2008.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêtés ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains

ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.
En cas de transfert de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.
Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

Dépréciation et risque de crédit

❋ Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition, ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

❋ Dépréciation au titre du risque de crédit :
Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

- ***Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance***

Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.
Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.
Par ailleurs, les possibilités de cession ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entrainer le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.
Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.
Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale et susceptibles de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est

constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

Hiérarchie de juste valeur

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.

- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participation non consolidées détenus ou non via les entités de capital risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables, …

L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau déterminé par le paramètre le plus important dans le modèle de juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

Actifs non courants destinés à être cédés

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Dérivés et comptabilité de couverture

Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie (CVA) présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre (DVA) présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

S'agissant des principes retenus pour la partie relative au calcul des DVA et CVA, il est considéré que :

- les opérations internes au groupe ne sont pas concernées du fait des règles de solidarité qui s'appliquent au sein du Groupe CM CIC,

- les calculs effectués ont permis d'établir que l'impact des opérations collatérallisées (exclusivement interbancaires) n'est pas ou peu significatif, selon les règles de calcul utilisées.

De ce fait, aucune DVA / CVA n'est enregistrée à cet arrêté.

Classification des dérivés et comptabilité de couverture

- ***Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat***

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

❋ Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.
Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé,
- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

❋ Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

- ***Comptabilité de couverture***

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.
Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêté. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

❋ Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou

passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Dérivés de macro-couverture

Le groupe utilise les possibilités offertes par la Commission Européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 (« carve-out ») permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'échéancier des dérivés de couverture est mis face à celui des éléments couverts, pour vérifier qu'il n'y a pas de sur-couverture.
Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.
Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique "Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" par la contrepartie du compte de résultat.

❋ Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

- Constructions - gros œuvre structure : 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions - équipements : 10 - 25 ans
- Agencements et installations : 5 - 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 - 10 ans
- Matériel de sécurité : 3 - 10 ans
- Matériel roulant : 3 - 5 ans
- Matériel informatique : 3 - 5 ans

Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1 - 3 ans

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables (comme les droits au bail) font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation" du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique "Charges des autres activités" (pour les dotations) et "Produits des autres activités" (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Gains ou pertes nets sur autres actifs".

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités".

La juste valeur des immeubles de placement est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle repose sur une évaluation de ces immeubles par référence au marché, effectuée par des experts indépendants.

Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés, s'il est disponible en vue d'être vendu et, si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques "actifs non courants destinés à être cédés" et "dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés". Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique "gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées".

Contrats d'épargne réglementée

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement

défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire…), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Activités d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance, émis ou souscrits, et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

Actifs

Les actifs financiers, immeubles de placement et immobilisations suivent les méthodes de comptabilisation décrites par ailleurs.

En revanche, les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

Passifs

Les provisions techniques des contrats en unité de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance non-vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs) et aux sinistres à payer.

Les contrats d'assurance bénéficiant d'une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une "comptabilité reflet". La provision pour participation aux bénéfices différée en résultant représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct et leur recouvrabilité est jugée sur le fondement d'une analyse des flux futurs de trésorerie en tenant compte d'hypothèses de taux servis à la clientèle et de collecte cohérente avec le business plan établi par les compagnies.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

Compte de résultat

Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés dans les postes "Produits des autres activités" et "Charges des autres activités".

Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19R. Les dispositions se traduisent pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies par :

- la constatation immédiate des écarts actuariels en gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres et des modifications de régime en résultat,
- l'application aux actifs du régime du taux d'actualisation de la dette,
- un renforcement des informations à présenter en annexe.

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel", à l'exception de la part résultant des écarts actuariels qui est comptabilisée en "Gains ou pertes latents ou différés", en capitaux propres.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'émission des entreprises notées AA en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI,
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont couverts par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance. L'écart entre le montant des droits des salariés et la valeur du contrat de couverture fait l'objet d'une provision déterminée en fonction des informations communiquées par l'assureur.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Gains ou pertes latents ou différés", enregistrés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le Groupe.

IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

1. NOTES RELATIVES AU BILAN

Note 1 : Caisse, Banques Centrales

1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Caisse, Banques centrales				
Banques centrales	189 300	161 677	27 623	17,09%
dont réserves obligatoires	56 901	55 612	1 289	2,32%
Caisse	91 618	94 135	-2 517	-2,67%
Total	**280 918**	**255 812**	**25 106**	**9,81%**
Prêts et créances sur les établissements de crédit				
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	2 496 971	2 583 323	-86 352	-3,34%
Autres comptes ordinaires	193 322	183 628	9 694	5,28%
Prêts	1 022 443	1 021 346	1 097	0,11%
Autres créances	66 365	94 337	-27 972	-29,65%
Pensions	254 264	175 000	79 264	45,29%
Créances dépréciées sur base individuelle	46	46	0	0,00%
Créances rattachées	15 471	32 580	-17 109	-52,51%
Total	**4 048 882**	**4 090 260**	**-41 378**	**-1,01%**

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

1b. Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Banques centrales				
Banques centrales	0	0	0	n.s.
Total	**0**	**0**	**0**	**n.s.**
Dettes envers les établissements de crédit				
Autres comptes ordinaires	52 999	20 345	32 654	160,50%
Emprunts	1 916 404	1 968 711	-52 307	-2,66%
Autres dettes	29 513	17 335	12 178	70,25%
Pensions	254 264	175 000	79 264	45,29%
Dettes rattachées	3 591	9 560	-5 969	-62,44%
Total	**2 256 771**	**2 190 951**	**65 820**	**3,00%**

Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2015			31.12.2014		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
.Titres	**208 228**	**12 086 405**	**12 294 633**	**219 437**	**12 008 848**	**12 228 285**
- Effets publics	6 822	0	6 822	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	2 898	3 746 682	3 749 580	6 248	3 854 317	3 860 565
. Cotés	*2 898*	*3 693 237*	*3 696 135*	*6 248*	*3 801 536*	*3 807 784*
. Non cotés	*0*	*53 445*	*53 445*	*0*	*52 781*	*52 781*
- Actions et autres titres à revenu variable	198 508	8 339 723	8 538 231	213 189	8 154 531	8 367 720
. Cotés	*198 508*	*8 339 723*	*8 538 231*	*213 189*	*8 154 531*	*8 367 720*
. Instruments dérivés	**155 799**	**0**	**155 799**	**92 028**	**0**	**92 028**
. Autres actifs financiers		**617**	**617**		**627**	**627**
TOTAL	**364 027**	**12 087 022**	**12 451 049**	**311 465**	**12 009 475**	**12 320 940**

2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	135 873	80 819	55 054	68,12%
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	121 409	120 140	1 269	1,06%
TOTAL	**257 282**	**200 959**	**56 323**	**28,03%**

La ligne "passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat" correspond essentiellement aux obligations structurées émises par la CFCMNE jusqu'au 31 décembre 2012, classées dans cette catégorie du fait du dérivé qu'elles comprennent. A partir du 1er janvier 2013, les dérivés inclus dans les obligations structurées émises ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée, en juste valeur par résultat, les obligations "vanille" étant, quant à elles, enregistrées au coût amorti.

	30.06.2015			31.12.2014		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
.Titres émis	116 640	107 136	9 504	115 385	93 624	21 761
. Dettes interbancaires	4 769	14	4 755	4 755	0	4 755
Total	**121 409**	**107 150**	**14 259**	**120 140**	**93 624**	**26 516**

Note 3 : Couverture

3a. Instruments dérivés de couverture

	30.06.2015		31.12.2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)	369	39 513	546	45 187
. Couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	56 320	84 569	48 153	101 910
TOTAL	**56 689**	**124 082**	**48 699**	**147 097**

3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2015	Juste valeur 31.12.2014	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	24 911	47 220	-22 309
. de passifs financiers	2 865	2 970	-105

Note 4 : Analyse des instruments dérivés

	30.06.2015			31.12.2014		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
Instrument de taux						
Swaps	8 521 805	147 363	106 710	8 202 726	88 483	66 085
Options et instruments conditionnels	0	8 436	29 163	0	3 545	14 734
Instrument de change						
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
Sous-total	**8 521 805**	**155 799**	**135 873**	**8 202 726**	**92 028**	**80 819**
Instruments dérivés de couverture						
Couverture de Fair Value Hedge						
Swaps	3 411 120	56 320	84 569	3 056 120	48 153	101 910
Couverture de Cash Flow Hedge						
Swaps	985 700	369	39 513	1 275 700	546	45 187
Sous-total	**4 396 820**	**56 689**	**124 082**	**4 331 820**	**48 699**	**147 097**
Total	**12 918 625**	**212 488**	**259 955**	**12 534 546**	**140 727**	**227 916**

Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

5a. Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
. Effets publics	649 557	469 141	180 416	38,46%
. Obligations et autres titres à revenu fixe	5 981 629	6 052 082	-70 453	-1,16%
- Cotés	5 476 110	5 553 624	-77 514	-1,40%
- Non cotés	505 519	498 458	7 061	1,42%
. Actions et autres titres à revenu variable	507 015	491 470	15 545	3,16%
- Cotés	63 936	134 619	-70 683	-52,51%
- Non cotés	443 079	356 851	86 228	24,16%
. Titres immobilisés	201 326	185 782	15 544	8,37%
- Titres de participations	29 547	30 957	-1 410	-4,55%
- Autres titres détenus à long terme	14 098	13 990	108	0,77%
- Parts dans les entreprises liées	157 681	140 835	16 846	11,96%
. Créances rattachées	84 844	104 631	-19 787	-18,91%
TOTAL	**7 424 371**	**7 303 106**	**121 265**	**1,66%**
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	175 222	189 262	-14 040	-7,42%
Dont titres à revenu fixe dépréciés	2 915	2 921	-6	-0,21%
Dont dépréciation	-5 788	-8 402	2 614	-31,11%

En ce qui concerne les titres CIC, la valorisation est essentiellement fondée sur la "méthode de la somme des parties" (SOTP) ; selon ce calcul, la valeur d'une banque est égale à la somme de la valeur de chacun de ses métiers, déduction faite des coûts de holding. Depuis le 1er janvier 2014, la valeur ainsi déterminée est pondérée à 80% et complétée par la prise en compte du cours de bourse à hauteur de 20%. Cette méthode, agréée par l'AMF, conduit à retenir une valeur de 280 euros par action.

5b. Liste des principales participations non consolidées

		% détenu	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Groupe CIC	Coté	<1	12 265 936	245 679 197	4 409 716	1 123 799
GACM	Non coté	<1	8 992 425	100 806 609	1 599 491	687 778
CCCM Paris	Non coté	13%	547 142	4 999 190	25 904	15 143

Données au 31.12.2014

5c. Exposition au risque souverain

Risque souverain grec

Il n'y a plus d'exposition au risque souverain grec dans le Groupe.

Autres expositions souveraines relatives aux GIIPS *
(* Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain)

Autres pays bénéficiant d'un plan de soutien

30.06.2015 Exposition nette *	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente	3 160	6 731
Actifs détenus jusqu'à l'écheance		
Total	**3 160**	**6 731**
Plus/moins values constatées en capitaux propres	**756**	**-38**

31.12.2014 Exposition nette *	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente	3 202	6 900
Actifs détenus jusqu'à l'écheance		
Total	**3 202**	**6 900**
Plus/moins values constatées en capitaux propres	**168**	**160**

(*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes et de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances.

Autres pays (exposition banques uniquement)

30.06.2015 Exposition nette *	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente		
Actifs détenus jusqu'à l'écheance		
Total	**0**	**0**
Plus/moins values constatées en capitaux propres		

31.12.2014 Exposition nette *	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente	4 001	5 772
Actifs détenus jusqu'à l'écheance		
Total	**4 001**	**5 772**
Plus/moins values constatées en capitaux propres	**2**	**175**

(*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes

6. Hiérarchie de juste valeur

30.06.2015	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
Actifs financiers						
Disponibles à la vente	6 279 826	944 834	199 711	7 424 371	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	655 578	0	0	655 578	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	5 497 127	561 870	1 455	6 060 452	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	127 121	379 390	504	507 015	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	0	3 574	40 071	43 645	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	157 681	157 681	0	0
Transaction / JVO	8 582 891	3 868 158	0	12 451 049	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	6 822	0	0	6 822	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	2 898	0	0	2 898	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	34 940	3 711 742	0	3 746 682	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	198 508	0	0	198 508	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	8 339 723	0	0	8 339 723	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	617	0	617	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	155 799	0	155 799	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	56 689	0	56 689	0	0
Total	**14 862 717**	**4 869 681**	**199 711**	**19 932 109**	**0**	**0**
Passifs financiers						
Transaction / JVO	0	257 282	0	257 282	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	4 769	0	4 769	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	116 640	0	116 640	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	135 873	0	135 873	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	124 082	0	124 082	0	0
Total	**0**	**381 364**	**0**	**381 364**	**0**	**0**

31.12.2014	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
Actifs financiers						
Disponibles à la vente	6 072 294	1 046 705	184 107	7 303 106	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	476 214	0	0	476 214	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	5 459 599	688 586	1 455	6 149 640	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	136 481	354 545	444	491 470	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	0	3 574	41 373	44 947	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	140 835	140 835	0	0
Transaction / JVO	8 916 224	3 404 716	0	12 320 940	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	6 248	0	0	6 248	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	542 256	3 312 061	0	3 854 317	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	213 189	0	0	213 189	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	8 154 531	0	0	8 154 531	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	627	0	627	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	92 028	0	92 028	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	48 699	0	48 699	0	0
Total	**14 988 518**	**4 500 120**	**184 107**	**19 672 745**	**0**	**0**
Passifs financiers						
Transaction / JVO	0	200 959	0	200 959	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	4 755	0	4 755	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	115 385	0	115 385	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	80 819	0	80 819	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	147 097	0	147 097	0	0
Total	**0**	**348 056**	**0**	**348 056**	**0**	**0**

** Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.*

Niveau 1: cours coté sur un marché actif.
Niveau 2: cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables,
Niveau 3: valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

Hiérarchie de juste valeur – Détail du niveau 3

30.06.2015	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* N1,N2 => N3	Transferts* N3 => N1,N2
Actifs financiers											
Disponibles à la vente	184 107	10 811	40 742	-2 917	-1 456	-61 000	16 797	12 627	199 711	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	1 455	0	0	0	0	0	0	0	1 455	0	0
- Actions , TAP et autres titres à revenu fixe - DALV	444	60	0	0	0	0	0	0	504	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	41 373	190	0	-96	-1 454	0	-50	108	40 071	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	140 835	10 561	40 742	-2 821	-2	-61 000	16 847	12 519	157 681	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**184 107**	**10 811**	**40 742**	**-2 917**	**-1 456**	**-61 000**	**16 797**	**12 627**	**199 711**	**0**	**0**
Passifs financiers											
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

31.12.2014	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* N1,N2 => N3	Transferts* N3 => N1,N2
Actifs financiers											
Disponibles à la vente	164 383	10 906	0	-798	0	-354	10 304	-334	184 107	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	0	0	0	0	0	0	0	1 455	1 455	0	0
- Actions , TAP et autres titres à revenu fixe - DALV	355	0	0	0	0	0	0	89	444	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	30 680	10 906	0	-798	-444	-354	2 810	-1 427	41 373	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	133 348	0	0	0	444	0	7 494	-451	140 835	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**164 383**	**10 906**	**0**	**-798**	**0**	**-354**	**10 304**	**-334**	**184 107**	**0**	**0**
Passifs financiers											
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

** Seuls les transferts les plus significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.*

Note 7 : Compensation des actifs et passifs financiers

30.06.2015	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers							
Dérivés	212 488	-	212 488	- 107 237	-	- 82 085	**23 166**
Pensions	254 268	-	254 268	- 254 268	-	-	**-**
Total	**466 756**	**-**	**466 756**	**- 361 505**	**-**	**- 82 085**	**23 166**

30.06.2015	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
Passifs financiers							
Dérivés	259 955	-	259 955	- 107 237	-	- 65 080	**87 638**
Pensions	254 504	-	254 504	- 254 268	-	-	**236**
Total	**514 459**	**-**	**514 459**	**- 361 505**	**-**	**- 65 080**	**87 874**

31.12.2014	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers							
Dérivés	140 727	-	140 727	- 60 242	-	- 60 250	**20 235**
Pensions	175 030	-	175 030	- 175 030	-	-	**-**
Total	**315 757**	**-**	**315 757**	**- 235 272**	**-**	**- 60 250**	**20 235**

31.12.2014	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
Passifs financiers							
Dérivés	227 916	-	227 916	- 79 084	-	- 128 574	**20 258**
Pensions	175 261	-	175 261	- 175 230	-	-	**31**
Total	**403 177**	**-**	**403 177**	**- 254 314**	**-**	**- 128 574**	**20 289**

Note 8 : Clientèle

8a. Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Créances saines	14 036 530	14 104 173	-67 643	-0,48%
. Créances commerciales	22 032	15 377	6 655	43,28%
. Autres concours à la clientèle	13 972 733	14 046 873	-74 140	-0,53%
- crédits à l'habitat	7 814 090	7 823 751	-9 661	-0,12%
- autres concours et créances diverses dont pensions	6 158 643	6 223 122	-64 479	-1,04%
. Créances rattachées	41 765	41 923	-158	-0,38%
Créances d'assurance et réassurance	21 298	12 363	8 935	72,27%
Créances dépréciées sur base individuelle	1 003 608	1 034 161	-30 553	-2,95%
Créances brutes	**15 061 436**	**15 150 697**	**-89 261**	**-0,59%**
Dépréciations individuelles	-639 742	-660 827	21 085	-3,19%
Dépréciations collectives	-26 073	-30 271	4 198	-13,87%
SOUS TOTAL I	**14 395 621**	**14 459 599**	**-63 978**	**-0,44%**
Location financement (investissement net)	1 381 207	1 340 798	40 409	3,01%
. Mobilier	913 338	879 733	33 605	3,82%
. Immobilier	459 095	449 896	9 199	2,04%
. Créances dépréciées sur base individuelle	8 774	11 169	-2 395	-21,44%
Dépréciations individuelles	-12 765	-15 835	3 070	-19,39%
SOUS TOTAL II	**1 368 442**	**1 324 963**	**43 479**	**3,28%**
TOTAL	**15 764 063**	**15 784 562**	**-20 499**	**-0,13%**
dont prêts participatifs	0	0	0	n.s.
dont prêts subordonnés	0	0	0	n.s.

Les montants publiés en 2014 en "Location financement" au titre de "l'Immobilier" et des "Créances dépréciées sur base individuelle" étaient respectivement de 443.208 K€ et - 9.147 K€. La variation de +/- 6.688 K€ correspond au reclassement de certains postes de dépréciation qui se trouvaient précédemment nettés dans les créances.

Opérations de location financement avec la clientèle :

	31.12.2014	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2015
Valeur brute comptable	1 340 798	131 157	-90 748	0	1 381 207
Dépréciations des loyers non recouvrables	-15 835	-2 333	5 403	0	-12 765
Valeur nette comptable	1 324 963	128 824	-85 345	0	1 368 442

Pour la même raison que celle exposée dans le commentaire ci-dessus, les montants respectifs publiés au titre de la "Valeur brute comptable" et des "Dépréciations des loyers non recouvrables" étaient respectivement de 1.334.110 K€ et – 9.147 K€.

8b. Dettes envers la clientèle

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
. Comptes d'épargne à régime spécial	11 275 980	11 226 721	49 259	0,44%
- à vue	9 613 676	9 716 029	-102 353	-1,05%
- à terme	1 662 304	1 510 692	151 612	10,04%
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	68 231	21 713	46 518	214,24%
Sous- total	**11 344 211**	**11 248 434**	**95 777**	**0,85%**
. Comptes à vue	3 598 772	3 435 446	163 326	4,75%
. Comptes et emprunts à terme	794 550	897 671	-103 121	-11,49%
. Dettes rattachées	12 363	13 224	-861	-6,51%
. Dettes d'assurance et de réassurance	84 743	80 958	3 785	4,68%
Sous- total	**4 490 428**	**4 427 299**	**63 129**	**1,43%**
TOTAL	**15 834 639**	**15 675 733**	**158 906**	**1,01%**

Note 9 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
.Titres	558 499	480 377	78 122	16,26%
- Effets publics	10 004	10 003	1	0,01%
- Obligations et autres titres à revenu fixe	548 495	470 374	78 121	16,61%
. Cotés	160 235	175 375	-15 140	-8,63%
. Non cotés	388 260	294 999	93 261	31,61%
. Créances rattachées	7 246	6 220	1 026	16,50%
TOTAL BRUT	**565 745**	**486 597**	**79 148**	**16,27%**
dont actifs dépréciés	4 802	6 011	-1 209	-20,11%
Dépréciations	-4 802	-6 011	1 209	-20,11%
TOTAL NET	**560 943**	**480 586**	**80 357**	**16,72%**

Note 10 : Evolution des provisions pour dépréciations

	31.12.2014	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2015
Prêts et créances sur la clientèle	-706 933	-49 553	59 216	18 690	-678 580
Titres à revenu fixe en AFS "disponibles à la vente"	-428	-3	0	0	-431
Titres à revenu variable en AFS "disponibles à la vente"	-7 974	-56	2 636	37	-5 357
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-6 011	-7	1 217	-1	-4 802
Total	**-721 346**	**-49 619**	**63 069**	**18 726**	**-689 170**

Toujours du fait du reclassement de certaines dépréciations sur créances immobilières en location financement, le montant publié en 2014 sur la ligne "Prêts et créances sur la clientèle" était de - 700.245 K€, soit un écart de – 6.688 K€.

Note 11 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

Note 12 : Dettes représentées par un titre

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Bons de caisse	87 887	123 338	-35 451	-28,74%
TMI & TCN	2 724 062	2 650 335	73 727	2,78%
Emprunts obligataires	1 526 237	1 807 478	-281 241	-15,56%
Dettes rattachées	25 972	31 100	-5 128	-16,49%
TOTAL	**4 364 158**	**4 612 251**	**-248 093**	**-5,38%**

Note 13 : Impôts

13a. Impôts courants

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Actif (par résultat)	54 423	64 865	-10 442	-16,10%
Passif (par résultat)	67 428	69 652	-2 224	-3,19%

13b. Impôts différés

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Actif (par résultat)	64 686	61 923	2 763	4,46%
Actif (par capitaux propres)	10 799	4 378	6 421	146,67%
Passif (par résultat)	33 135	27 684	5 451	19,69%
Passif (par capitaux propres)	44 816	48 269	-3 453	-7,15%

Répartition des impôts différés par grandes catégories

	30.06.2015		31.12.2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Reports fiscaux déficitaires	0	0	0	0
. Différences temporaires sur	80 716	83 182	81 032	90 684
- PV/MV différées sur titres disponibles à la vente	0	50 047	0	63 000
- autres gains/pertes latents ou différés	16 030	0	14 795	0
- provisions	55 103	2 794	45 660	2 704
- réserve latente de location financement	664	6 807	1 000	1 573
- résultats des sociétés transparentes	0	0	0	0
- autres décalages temporaires	8 919	23 534	19 577	23 407
. Compensation	-5 231	-5 231	-14 731	-14 731
Total des actifs et passifs d'impôts différés	**75 485**	**77 951**	**66 301**	**75 953**

Note 14 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

14a. Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Comptes de régularisation actif				
Valeurs reçues à l'encaissement	5 103	7 500	-2 397	-31,96%
Produits à recevoir	13 457	11 737	1 720	14,65%
Comptes de régularisation divers	108 947	42 761	66 186	154,78%
Sous- total	**127 507**	**61 998**	**65 509**	**105,66%**
Autres actifs				n.s.
Dépôts de garantie versés	162 322	159 562	2 760	1,73%
Débiteurs divers	216 787	228 084	-11 297	-4,95%
Stocks et assimilés	5 206	2 926	2 280	77,92%
Sous- total	**384 315**	**390 572**	**-6 257**	**-1,60%**
Autres actifs d'assurance				n.s.
Provisions techniques - Part des réassureurs	26 562	26 606	-44	-0,17%
Sous- total	**26 562**	**26 606**	**-44**	**-0,17%**
Total	**538 384**	**479 176**	**59 208**	**12,36%**

14b. Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Comptes de régularisation passif				
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	14	9	5	55,56%
Comptes d'ajustement sur devises	0	0	0	n.s.
Charges à payer	84 168	87 485	-3 317	-3,79%
Produits constatés d'avance	73 046	76 968	-3 922	-5,10%
Comptes de régularisation divers	75 717	50 126	25 591	51,05%
Sous- total	**232 945**	**214 588**	**18 357**	**8,55%**
Autres passifs				
Comptes de règlement sur opérations sur titres	52	12	40	333,33%
Versements restant à effectuer sur titres	348 013	414 832	-66 819	-16,11%
Créditeurs divers	1 783 093	1 783 157	-64	0,00%
Sous- total	**2 131 158**	**2 198 001**	**-66 843**	**-3,04%**
Autres passifs d'assurance				
Sous- total	**0**	**0**	**0**	n.s.
Total	**2 364 103**	**2 412 589**	**-48 486**	**-2,01%**

Note 15 : Participations dans les entreprises mises en équivalence
Quote-part dans le résultat des entreprises MEE

30.06.2015		Pays	% intérêt	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus (1)	JV de la participation (si cotée)
Entités sous influence notable							
Euro Information		FRANCE	10,15	98 867	3 745	315	n.c.
Sicorfe Maintenance		FRANCE	34,00	1 460	69	0	n.c.
Siparex Proximité Innovation		FRANCE	45,83	1 950	242	218	n.c.
CONVICTIONS ASSET MANAGEMENT		FRANCE	29,59	1 598	13	0	n.c.
Groupe CHOLET-DUPONT		FRANCE	33,27	10 662	711	443	n.c.
LFP Nexity services immobiliers		FRANCE	20,96	25 560	-228	0	n.c.
Forum Holdings B.V.		PAYS-BAS	24,31	3 784	-104	0	n.c.
Forum Partners Investment Management LLC		ETATS UNIS D AMERIQUE	24,31	704	126	108	n.c.
Inflection Point Capital management Ltd		ROYAUME-UNI	48,33	9 792	-219	0	n.c.
JKC Capital Management Ltd		HONG-KONG	49,32	1 270	21	0	n.c.
Tages Capital LLP		ROYAUME-UNI	39,46	1 736	679	1 285	n.c.
2A		FRANCE	19,73	484	-255	0	n.c.
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)	(2)			7 124	-	-	n.c.
La Française des Placements (écarts d'acquisition sur IPCM UK et Tages)	(2)			366	-	-	n.c.
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)	(2)			1 257	-	-	n.c.
Total (1)				**166 614**	**4 800**	**2 369**	

31.12.2014		Pays	% intérêt	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus (1)	JV de la participation (si cotée)
Entités sous influence notable							
Euro Information		FRANCE	10,15	95 357	7 115	315	n.c.
CM Habitat Gestion		FRANCE	20,79	85	21	13	n.c.
Sicorfe Maintenance		FRANCE	34,00	1 391	112	0	n.c.
Siparex Proximité Innovation		FRANCE	45,75	1 922	224	183	n.c.
CONVICTIONS ASSET MANAGEMENT		FRANCE	29,54	1 585	117	0	n.c.
Groupe CHOLET-DUPONT		FRANCE	33,21	10 343	1 077	409	n.c.
LFP Nexity services immobiliers		FRANCE	20,92	25 759	283	0	n.c.
Forum Holdings B.V.		PAYS-BAS	24,26	3 521	9	78	n.c.
Forum Partners Investment Management LLC		ETATS UNIS D AMERIQUE	24,26	856	40	47	n.c.
Inflection Point Capital management Ltd		ROYAUME-UNI	48,25	9 147	-464	0	n.c.
JKC Capital Management Ltd		HONG-KONG	49,23	1 133	134	0	n.c.
Tages Capital LLP old		ROYAUME-UNI	39,38	1 886	1 241	0	n.c.
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)	(2)			6 507	-	-	n.c.
La Française des Placements (écarts d'acquisition sur IPCM UK et Tages)	(2)			366	-	-	n.c.
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)	(2)			1 257	-	-	n.c.
Total (1)				**161 115**	**9 909**	**1 045**	

(1) en trésorerie et en actions

(2) conformément à IAS 28, les écarts d'acquisition constatés sur des entités sous influence notable sont inclus dans la valeur des titres mis équivalence

Données financières publiées par les principales entreprises mises en équivalence

30.06.2015	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
Entités sous influence notable						
Euro Information	1 087 541	488 260	66 441	38 648	73 094	957 596
Sicorfe Maintenance	6 126	3 745	279	203	0	4 295
Siparex Proximité Innovation	8 120	3 084	635	521	-620	4 196
CONVICTIONS ASSET MANAGEMENT	7 104	6 622	-525	43	0	5 328
Groupe CHOLET-DUPONT	201 514	11 614	2 880	2 108	0	31 610
LFP Nexity services immobiliers	220 490	33 943	-1 665	-926	0	103 733
Forum Holdings B.V.	22 242	1 474	-368	-471	0	17 181
Forum Partners Investment Management LLC	18 839	8 119	722	571	0	3 197
Inflection Point Capital management Ltd	12 059	549	-101	-101	0	11 879
JKC Capital Management Ltd	24 288	9 494	442	369	0	22 039
Tages Capital LLP	7 377	6 446	1 697	1 697	0	4 339
2A	11 325	3 074	-1 274	-1 274	0	2 418

31.12.2014	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
Entités sous influence notable						
Euro Information	1 079 320	936 857	106 818	67 650	70 003	918 961
CM Habitat Gestion	399	148	124	85	0	349
Sicorfe Maintenance	5 841	7 530	437	330	0	4 092
Siparex Proximité Innovation	7 052	6 902	1 089	482	-628	4 136
CONVICTIONS ASSET MANAGEMENT	9 311	11 499	689	391	0	5 285
Groupe CHOLET-DUPONT	152 676	21 273	7 423	3 193	0	30 663
LFP Nexity services immobiliers	204 120	70 928	906	1 150	0	104 541
Forum Holdings B.V.	21 906	5 582	595	48	0	17 348
Forum Partners Investment Management LLC	15 425	25 079	766	213	0	4 220
Inflection Point Capital management Ltd	12 136	876	-371	-371	0	11 980
JKC Capital Management Ltd	22 596	13 393	4 184	2 767	0	21 338
Tages Capital LLP old	6 635	7 234	2 501	2 501	0	3 673

N.B. : Ces données correspondent aux informations individuelles résumées des entités et sont communiquées en devises

Rapprochement entre les informations financières résumées et la valeur de mise en équivalence

30.06.2015	Capitaux propres en devise	Capitaux propres convertis en M€	Retraitements de consolidation*	Ecarts d'acquisition	Valeur de MEE
Entités sous influence notable					
Euro Information	957 596	957 596	-858 729	0	98 867
Sicorfe Maintenance	4 295	4 295	-2 835	0	1 460
Siparex Proximité Innovation	4 196	4 196	-2 246	0	1 950
CONVICTIONS ASSET MANAGEMENT	5 328	5 328	-3 730	0	1 598
Groupe CHOLET-DUPONT	31 610	31 610	-20 948	0	10 662
LFP Nexity services immobiliers	103 733	103 733	-78 173	0	25 560
Forum Holdings B.V.	17 181	15 355	-11 571	0	3 784
Forum Partners Investment Management LLC	3 197	2 857	-2 153	0	704
Inflection Point Capital management Ltd	11 879	16 698	-6 906	0	9 792
JKC Capital Management Ltd	22 039	2 541	-1 271	0	1 270
Tages Capital LLP	4 339	4 339	-2 603	0	1 736
2A	2 418	2 418	-1 934	0	484
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)				7 124	
La Française des Placements (écarts d'acquisition sur IPCM UK et Tages)				366	
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)				1 257	
Total (1)	**1 167 811**	**1 150 966**	**-993 099**	**8 747**	**157 867**

31.12.2014	Capitaux propres en devise	Capitaux propres convertis en M€	Retraitements de consolidation*	Ecarts d'acquisition	Valeur de MEE
Entités sous influence notable					
Euro Information	918 961	918 961	-823 604	0	95 357
CM Habitat Gestion	349	349	-264	0	85
Sicorfe Maintenance	4 092	4 092	-2 701	0	1 391
Siparex Proximité Innovation	4 136	4 136	-2 214	0	1 922
CONVICTIONS ASSET MANAGEMENT	5 285	5 285	-3 700	0	1 585
Groupe CHOLET-DUPONT	30 663	30 663	-20 320	0	10 343
LFP Nexity services immobiliers	104 541	104 541	-78 782	0	25 759
Forum Holdings B.V.	17 348	14 289	-10 768	0	3 521
Forum Partners Investment Management LLC	4 220	3 476	-2 620	0	856
Inflection Point Capital management Ltd	11 980	15 381	-6 234	0	9 147
JKC Capital Management Ltd	21 338	2 266	-1 133	0	1 133
Tages Capital LLP old	3 673	4 716	-2 830	0	1 886
La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM)				6 507	
La Française des Placements (écarts d'acquisition sur IPCM UK et Tages)				366	
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)				1 257	
Total (1)	**1 126 586**	**1 108 154**	**-955 169**	**8 130**	**152 985**

Note 16 : Immeubles de placement

	31.12.2014	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2015
Coût historique	77 191	114	-196	0	77 109
Amortissement et dépréciation	-32 070	-1 345	120	0	-33 295
Montant net	**45 121**	**-1 231**	**-76**	**0**	**43 814**

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) était de 73.406 K€ au 31 décembre 2014. Elle est déterminée à dire d'expert.

Note 17 : Immobilisations corporelles et incorporelles

17a. Immobilisations corporelles

	31.12.2014	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2015
Coût historique					
Terrains d'exploitation	66 985	24	-78	0	66 931
Constructions d'exploitation	203 588	1 196	-1 382	0	203 402
Autres immobilisations corporelles	345 619	7 614	-4 226	-32	348 975
Total	**616 192**	**8 834**	**-5 686**	**-32**	**619 308**
Amortissement et dépréciation					
Constructions d'exploitation	-108 677	-4 202	816	316	-111 747
Autres immobilisations corporelles	-170 097	-9 329	3 638	186	-175 602
Total	**-278 774**	**-13 531**	**4 454**	**502**	**-287 349**
Montant net	**337 418**	**-4 697**	**-1 232**	**470**	**331 959**

17b. Immobilisations incorporelles

	31.12.2014	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2015
Coût historique					
. Immobilisations générées en interne	73 341	960	0	0	74 301
. Immobilisations acquises	74 443	2 153	-331	-15	76 250
- logiciels	34 442	1 947	-279	-20	36 090
- autres	40 001	206	-52	5	40 160
Total	**147 784**	**3 113**	**-331**	**-15**	**150 551**
Amortissement et dépréciation					
. Immobilisations générées en interne	-49 284	-3 633	0	0	-52 917
. Immobilisations acquises	-48 456	-2 753	53	733	-50 423
- logiciels	-29 530	-1 516	0	20	-31 026
- autres	-18 926	-1 237	53	713	-19 397
Total	**-97 740**	**-6 386**	**53**	**733**	**-103 340**
Montant net	**50 044**	**-3 273**	**-278**	**718**	**47 211**

Note 18 : Ecarts d'acquisition

	31.12.2014	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2015
Ecart d'acquisition brut *	203 310	0	0	0	203 310
Dépréciations	-1 915	0	0	0	-1 915
Ecart d'acquisition net	**201 395**	**0**	**0**	**0**	**201 395**

* dont 19.255 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005

Détail des écarts d'acquisition

Filiales	**Valeur de l'EA au 31.12.2014**	**Augmentation**	**Diminution**	**Valeur de l'EA au 30.06.2015**
Belgique	2 343			2 343
Assurances	17 807			17 807
Gestion pour Compte de Tiers	180 520			180 520
Services et Autres	725			725
TOTAL	**201 395**	**0**	**0**	**201 395**

Une approche multi-méthodologique a été retenue pour effectuer les tests de dépréciation des écarts d'acquisition sur le pôle Gestion pour Compte de Tiers (qui représentent 90% du total net du poste). Dans ce contexte, la juste valeur a été déterminée en fonction des données de marché du secteur : multiples issus de transactions sur des actifs similaires et multiples issus des capitalisations boursières de sociétés comparables.

Note 19 : Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Vie	11 341 016	11 299 847	41 169	0,36%
Non vie	170 941	173 933	-2 992	-1,72%
Unités de compte	1 839 915	1 639 769	200 146	12,21%
Autres	15 229	10 857	4 372	40,27%
TOTAL	**13 367 101**	**13 124 406**	**242 695**	**1,85%**
Dont participation aux bénéfices différée passive	1 274 040	1 360 100	-86 060	-6,33%
Participation aux bénéfices différée active	0	0	0	n.s.
Part des réassureurs dans les provisions techniques	26 562	26 606	-44	-0,17%
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	**13 340 539**	**13 097 800**	**242 739**	**1,85%**

Note 20 : Provisions

	31.12.2014	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2015
Provisions pour risques	**10 337**	**1 677**	**-211**	**-1 270**	**0**	**279**	**10 812**
Sur engagements par signature	1 317	625	0	-442	0	0	1 500
Sur engagements de financement et de garantie	3 006	0	0	0	0	0	3 006
Sur risques pays	0	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôt	59	0	0	0	0	0	59
Provisions pour litiges	3 674	331	-211	-383	0	0	3 411
Provisions pour risques sur créances diverses	2 281	721	0	-445	0	279	2 836
Autres provisions	**34 279**	**3 304**	**-1 892**	**-1 149**	**0**	**-279**	**34 263**
Provision pour épargne logement	6 106	2 973	0	0	0	0	9 079
Provisions pour éventualité diverses	26 323	331	-1 892	-340	0	-279	24 143
Autres provisions	1 850	0	0	-809	0	0	1 041
Provisions pour engagements de retraite	**94 986**	**2 181**	**-204**	**-2 164**	**-3 287**	**-34**	**91 478**
Total	**139 602**	**7 162**	**-2 307**	**-4 583**	**-3 287**	**-34**	**136 553**

	31.12.2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2014
Provisions pour risques	**16 253**	**2 168**	**-764**	**-6 957**	**0**	**-363**	**10 337**
Sur engagements par signature	1 034	883	0	-600	0	0	1 317
Sur engagements de financement et de garantie	3 520	0	0	-514	0	0	3 006
Sur risques pays	0	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôt	1 515	0	0	-1 301	0	-155	59
Provisions pour litiges	4 649	491	-132	-1 334	0	0	3 674
Provisions pour risques sur créances diverses	5 535	794	-632	-3 208	0	-208	2 281
Autres provisions	**31 444**	**11 274**	**-1 810**	**-4 351**	**0**	**-2 278**	**34 279**
Provision pour épargne logement	5 880	276	0	-50	0	0	6 106
Provisions pour éventualité diverses	23 937	9 717	-1 810	-3 894	0	-1 627	26 323
Autres provisions	1 627	1 281	0	-407	0	-651	1 850
Provisions pour engagements de retraite	**84 808**	**4 685**	**256**	**-6 658**	**11 894**	**1**	**94 986**
Total	**132 505**	**18 127**	**-2 318**	**-17 966**	**11 894**	**-2 640**	**139 602**

La variation de juste valeur est liée à l'évolution des écarts actuariels sur les Indemnités de Fin de Carrière.

Provisions PEL / CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	427 905	228 608	699 691	1 356 204
Montant des provisions sur PEL	2 393	1 501	2 761	6 655
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				249 270
Montant des provisions sur CEL				1 635
Dotations Provisions EL				(2 973)
Reprises Provisions EL				0
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				44 959
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				789

Engagements de retraite et avantages similaires

	31.12.2014	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Varition de juste valeur	Autres variations	30.06.2015
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	91 106	2 181	-2 368	-3 287	-34	87 598
Compléments de retraite	1 639	0	0	0	0	1 639
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	2 241	0	0	0	0	2 241
Total comptabilisé	94 986	2 181	-2 368	-3 287	-34	91 478

	31.12.2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Varition de juste valeur	Autres variations	31.12.2014
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	81 400	4 175	-6 364	11 894	1	91 106
Compléments de retraite	1 464	213	-38	0	0	1 639
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	1 944	297	0	0	0	2 241
Total comptabilisé	84 808	4 685	-6 402	11 894	1	94 986

La variation de juste valeur provient des écarts actuariels (voir tableau provisions ci-dessus)

Note 21 : Dettes subordonnées

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Dettes subordonnées	461 600	366 600	95 000	25,91%
Dettes subordonnées à durée indéterminée	150 631	151 952	-1 321	-0,87%
Dettes rattachées	2 551	3 720	-1 169	-31,42%
TOTAL	**614 782**	**522 272**	**92 510**	**17,71%**

Caractéristiques des principales dettes subordonnées

Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice	Échéance
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFCMNE	**2004**	150 000	150 000	-
- détention groupe CMNE		-18 320	- 13 762	
TSR structurés CFCMNE (8 lignes)	**2014**	41 600	41 600	**2024**
TSR structurés CFCMNE (2 lignes)	**2014**	175 000	175 000	**2026**
TSR structurés CFCMNE (3 lignes)	**2015**	55 000	55 000	**2025**
TSR CFCMNE (1 ligne)	**2015**	40 000	40 000	**2027**
TSR ACMN Vie	**2014**	150 000	150 000	**2024**
Autres			14 393	
Dettes rattachées			2 551	
			614 782	

Note 22 : Capitaux propres

22a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
. Capital et réserves liées au capital	1 291 541	1 297 952	-6 411	-0,49%
- Capital	1 288 791	1 295 202	-6 411	-0,49%
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	2 750	2 750	0	0,00%
. Réserves consolidées	1 023 719	819 414	204 305	24,93%
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	1 106 882	909 417	197 465	21,71%
- Report à nouveau	-83 163	-90 003	6 840	-7,60%
Total	**2 315 260**	**2 117 366**	**197 894**	**9,35%**

22b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :				
- actifs disponibles à la vente	175 222	189 262	-14 040	-7,42%
- dérivés de couverture (CFH)	-20 814	-24 085	3 271	-13,58%
- Réserves de conversion	1 889	768	1 121	145,96%
- Autres	-5 337	-7 560	2 223	-29,40%
Total	**150 960**	**158 385**	**-7 425**	**-4,69%**

* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

22c. Entités intégrées globalement ayant des minoritaires significatifs

30.06.2015	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	OCI	PNB
ACMN IARD	49%	5 824	30 875	7 301	201 275	11 489	2 109	26 838

31.12.2014	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	OCI	PNB
ACMN IARD	49%	9 994	25 759	5 538	194 027	19 827	3 176	47 999

* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.

Cette information est communiquée pour les entités dont la part des minoritaires représente au moins 10% du total des intérêts minoritaires.

Note 23 : Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Engagements de financement				
Engagements en faveur d'établissements de crédit	54 496	54 496	0	0,00%
Engagements en faveur de la clientèle	2 362 041	2 132 754	229 287	10,75%
Engagements de garantie				
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	376 188	436 003	-59 815	-13,72%
Engagements d'ordre de la clientèle	410 099	320 648	89 451	27,90%
Engagements sur titres				
Autres engagements donnés	1 680	1 288	392	30,43%

Engagements reçus	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Engagements de financement				
Engagements reçus d'établissements de crédit	977 224	947 030	30 194	3,19%
Engagements reçus de la clientèle	0	0	0	n.s.
Engagements de garantie				
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 815 562	2 735 388	80 174	2,93%
Engagements reçus de la clientèle	5 551 101	5 540 868	10 233	0,18%
Engagements sur titres				
Autres engagements reçus	1 680	95 922	-94 242	-98,25%

Titres et valeurs donnés en pension

Titres et valeurs donnés en pension	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Actifs donnés en pension	254 268	195 800	58 468	29,86%
Passifs associés	254 264	175 000	79 264	45,29%
Total	**508 532**	**370 800**	**137 732**	**37,14%**

Actifs donnés en garantie de passif

Autres actifs donnés en garantie de passif	30.06.2015	31.12.2014	Variation	
Titres prêtés	0	0	0	n.s.
Dépôts de garantie sur opérations de marché	162 322	159 562	2 760	1,73%
Total	**162 322**	**159 562**	**2 760**	**1,73%**

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 24 : Intérêts et produits / charges assimilés

	30.06.2015		30.06.2014		31.12.2014	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	23 169	-9 647	29 809	-11 899	55 866	-20 518
. Clientèle	526 474	-259 989	527 566	-265 051	1 058 836	-524 652
- dont location financement et location simple	199 071	-178 072	187 264	-167 412	382 367	-338 372
. Instruments dérivés de couverture	12 833	-21 363	14 462	-29 249	28 086	-46 774
. Actifs financiers disponibles à la vente	24 438		27 667		51 016	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 909		9 431		15 511	
. Dettes représentées par un titre		-37 823		-44 412		-83 562
. Dettes subordonnées		-1 418		-1 349		-3 483
TOTAL	**590 823**	**-330 240**	**608 935**	**-351 960**	**1 209 315**	**-678 989**
Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE	**577 990**	**-308 877**	**594 473**	**-322 711**	**1 181 229**	**-632 215**
Dont intérêts sur passifs au cout amorti		-308 877		-322 711		-632 215

Note 25 : Commissions

	30.06.2015		30.06.2014		31.12.2014	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	3 208	-101	2 895	-94	4 382	-179
Clientèle	42 421	-654	35 792	-539	73 076	-1 196
Titres	14 681	-2 521	11 276	-1 661	21 292	-3 225
dont activités gérées pour compte de tiers	*2 738*		*3 012*		*0*	
Instruments dérivés	2	0	2	0	6	0
Change	117	0	95	0	190	0
Engagements de financement et de garantie	70	-85	78	-131	155	-216
Prestations de services	44 387	-27 551	52 239	-27 949	99 324	-55 305
TOTAL	**104 886**	**-30 912**	**102 377**	**-30 374**	**198 425**	**-60 121**

Note 26 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Instruments de transaction	-7 726	25 830	-33 556	-129,91%	36 736
Instruments à la juste valeur sur option	12 030	4 194	7 836	186,84%	14 507
Inefficacité des couvertures	113	1 266	-1 153	-91,07%	-241
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	113	1 266	-1 153	-91,07%	-241
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-22 817	26 984	-49 801	-184,56%	39 933
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	22 930	-25 718	48 648	-189,16%	-40 174
Résultat de change	1 095	625	470	75,20%	2 663
Total des variations de juste valeur	**5 512**	**31 915**	**-26 403**	**-82,73%**	**53 665**
dont dérivés de transaction	-16 696	18 015	-34 711	-192,68%	22 563

Note 27 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2015			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		2 394	0	2 394
. Actions et autres titres à revenu variable	5 013	-314	2 501	7 200
. Titres immobilisés	5 264	-1 427	79	3 916
. Autres	0	0	0	0
Total	**10 277**	**653**	**2 580**	**13 510**

	30.06.2014			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		2 626	0	2 626
. Actions et autres titres à revenu variable	7 120	7 623	-50	14 693
. Titres immobilisés	5 223	8 392	44	13 659
. Autres	0	-129	0	-129
Total	**12 343**	**18 512**	**-6**	**30 849**

	31.12.2014			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		2 529	0	2 529
. Actions et autres titres à revenu variable	10 626	10 375	1 077	22 078
. Titres immobilisés	6 119	-7 928	159	-1 650
. Autres	0	0	0	0
Total	**16 745**	**4 976**	**1 236**	**22 957**

Note 28 : Produits et charges des autres activités

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Produits des autres activités					
. Contrats d'assurance	981 091	909 487	71 604	7,87%	1 713 762
. Immeubles de placement :	1 352	0	1 352	n.s.	0
. Charges refacturées	3 573	3 431	142	4,14%	14 332
. Autres produits	121 827	114 711	7 116	6,20%	244 613
Sous- total	**1 107 843**	**1 027 629**	**80 214**	**7,81%**	**1 972 707**
Charges des autres activités					
. Contrats d'assurance	-827 104	-803 288	-23 816	2,96%	-1 479 966
. Immeubles de placement :	-1 345	-1 255	-90	7,17%	-4 840
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-1 345	-1 255	-90	7,17%	-4 839
- moins values de cession	0	0	0	n.s.	-1
. Autres charges	-43 424	-33 233	-10 191	30,67%	-80 766
Sous- total	**-871 873**	**-837 776**	**-34 097**	**4,07%**	**-1 565 572**
Total net des autres produits et charges	**235 970**	**189 853**	**46 117**	**24,29%**	**407 135**

Détail des produits nets des activités d'assurance

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Primes acquises	619 427	637 953	-18 526	-2,90%	1 207 290
Charges des prestations	-482 002	-487 041	5 039	-1,03%	-1 061 699
Variations des provisions	-327 926	-304 965	-22 961	7,53%	-402 409
Autres charges et produits techniques et non techniques	-4 483	-4 460	-23	0,52%	-4 903
Produits nets des placements	348 971	264 712	84 259	31,83%	495 517
Total	**153 987**	**106 199**	**47 788**	**45,00%**	**233 796**

Note 29 : Frais généraux

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Charges de personnel	-223 698	-223 637	-61	0,03%	-435 420
Autres charges	-203 494	-173 307	-30 187	17,42%	-349 980
TOTAL	**-427 192**	**-396 944**	**-30 248**	**7,62%**	**-785 400**

29a. Charges de personnel

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Salaires et traitements	-134 242	-132 345	-1 897	1,43%	-256 464
Charges sociales	-63 585	-63 895	310	-0,49%	-121 548
Intéressement et participation des salariés	-13 290	-14 925	1 635	-10,95%	-30 972
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-12 581	-14 160	1 579	-11,15%	-26 263
Autres	0	1 688	-1 688	-100,00%	-173
TOTAL	**-223 698**	**-223 637**	**-61**	**0,03%**	**-435 420**

Effectifs moyens

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Techniciens de la banque	2 414	2 531	-117	-4,62%	2 551
Cadres	2 082	2 085	-3	-0,14%	2 188
Total	**4 496**	**4 616**	**-120**	**-2,60%**	**4 739**

29b. Autres charges d'exploitation

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Impôts et taxes	-46 842	-12 110	-34 732	286,80%	-31 959
Services extérieurs	-103 840	-86 099	-17 741	20,61%	-198 433
Autres charges diverses	-33 604	-54 942	21 338	-38,84%	-77 784
Total	**-184 286**	**-153 151**	**-31 135**	**20,33%**	**-308 176**

29c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Amortissements :	-19 208	-18 616	-592	3,18%	-39 101
- immobilisations corporelles	-13 534	-13 670	136	-0,99%	-28 548
- immobilisations incorporelles	-5 674	-4 946	-728	14,72%	-10 553
Dépréciations :	0	-1 540	1 540	-100,00%	-2 703
- immobilisations corporelles	0	0	0	n.s.	-1 468
- immobilisations incorporelles	0	-1 540	1 540	-100,00%	-1 235
Total	**-19 208**	**-20 156**	**948**	**-4,70%**	**-41 804**

Note 30 : Coût du risque

30.06.2015	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-477	0	-477
Clientèle	-47 919	53 477	-20 048	-1 252	266	-15 476
. Location financement	-774	1 590	-625	-15	6	182
. Autres - clientèle	-47 145	51 887	-19 423	-1 237	260	-15 658
Sous total	**-47 919**	**53 477**	**-20 048**	**-1 729**	**266**	**-15 953**
HTM - DJM	-7	1 217	0	0	0	1 210
AFS - DALV	0	0	-1 206	0	0	-1 206
Autres	-1 449	886	0	0	0	-563
Total	**-49 375**	**55 580**	**-21 254**	**-1 729**	**266**	**-16 512**

30.06.2014	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-579	0	-579
Clientèle	-37 888	25 568	-8 320	-922	293	-21 269
. Location financement	-693	1 164	-529	0	0	-58
. Autres - clientèle	-37 195	24 404	-7 791	-922	293	-21 211
Sous total	**-37 888**	**25 568**	**-8 320**	**-1 501**	**293**	**-21 848**
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-3 014	6 013	0	0	0	2 999
Actifs financiers disponibles à la vente	0	1 458	0	0	0	1 458
Autres	-1 416	3 938	0	-9	0	2 513
Total	**-42 318**	**36 977**	**-8 320**	**-1 510**	**293**	**-14 878**

31.12.2014	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-1 059	0	-1 059
Clientèle	-71 673	59 151	-16 993	-3 835	581	-32 769
. Location financement	-1 079	2 247	-1 504	-915	0	-1 251
. Autres - clientèle	-70 594	56 904	-15 489	-2 920	581	-31 518
Sous total	**-71 673**	**59 151**	**-16 993**	**-4 894**	**581**	**-33 828**
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-11	13	0	0	0	2
Actifs financiers disponibles à la vente	0	305	0	0	0	305
Autres	-2 011	5 002	0	-52	0	2 939
Total	**-73 695**	**64 471**	**-16 993**	**-4 946**	**581**	**-30 582**

Note 31 : Gains ou pertes sur autres actifs

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Immobilisations corporelles et incorporelles	142	-145	287	-197,93%	-2 869
. Moins-values de cession	-440	-449	9	-2,00%	-3 453
. Plus-values de cession	582	304	278	91,45%	584
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	0	0	0	n.s.	-108
TOTAL	**142**	**-145**	**287**	**-197,93%**	**-2 977**

Note 32 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	n.s.	0
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat	0	0	0	n.s.	3 647
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**n.s.**	**3 647**

Note 33 : Impôt sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	30.06.2015	30.06.2014	Variation		31.12.2014
Charge d'impôt exigible	-55 930	-39 996	-15 934	39,84%	-85 834
Charge d'impôt différé	-2 207	-10 136	7 929	-78,23%	-19 129
Ajustements au titre des exercices antérieurs	61	-45	106	-235,56%	-91
TOTAL	**-58 076**	**-50 177**	**-7 899**	**15,74%**	**-105 054**

NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

Note 34 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2015	30.06.2014	31.12.2014
	Mouvements	Mouvements	Mouvements
Ecarts de conversion			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	1 119	355	822
Sous- total	***1 119***	***355***	***822***
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Reclassement vers le résultat	-447	-623	-989
Autres mouvements	-14 671	18 454	38 194
Sous- total	***-15 118***	***17 831***	***37 205***
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	3 271	-618	-3 292
Sous- total	***3 271***	***-618***	***-3 292***
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	2 223	-2 947	-7 676
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	303	418	629
TOTAL	**-8 202**	**15 039**	**27 688**

Note 35 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2015			30.06.2014			31.12.2014		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecarts de conversion	1 119	0	1 119	355	0	355	822	0	822
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-28 078	12 960	-15 118	26 141	-8 310	17 831	53 411	-16 206	37 205
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	5 290	-2 019	3 271	-949	331	-618	-5 239	1 947	-3 292
Réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	3 287	-1 064	2 223	-4 634	1 687	-2 947	-11 884	4 208	-7 676
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	320	-17	303	170	248	418	489	140	629
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	**-18 062**	**9 860**	**-8 202**	**21 083**	**-6 044**	**15 039**	**37 599**	**-9 911**	**27 688**

V INFORMATIONS SECTORIELLES

En matière d'information sectorielle, le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

Information sectorielle par activité. Premier niveau

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

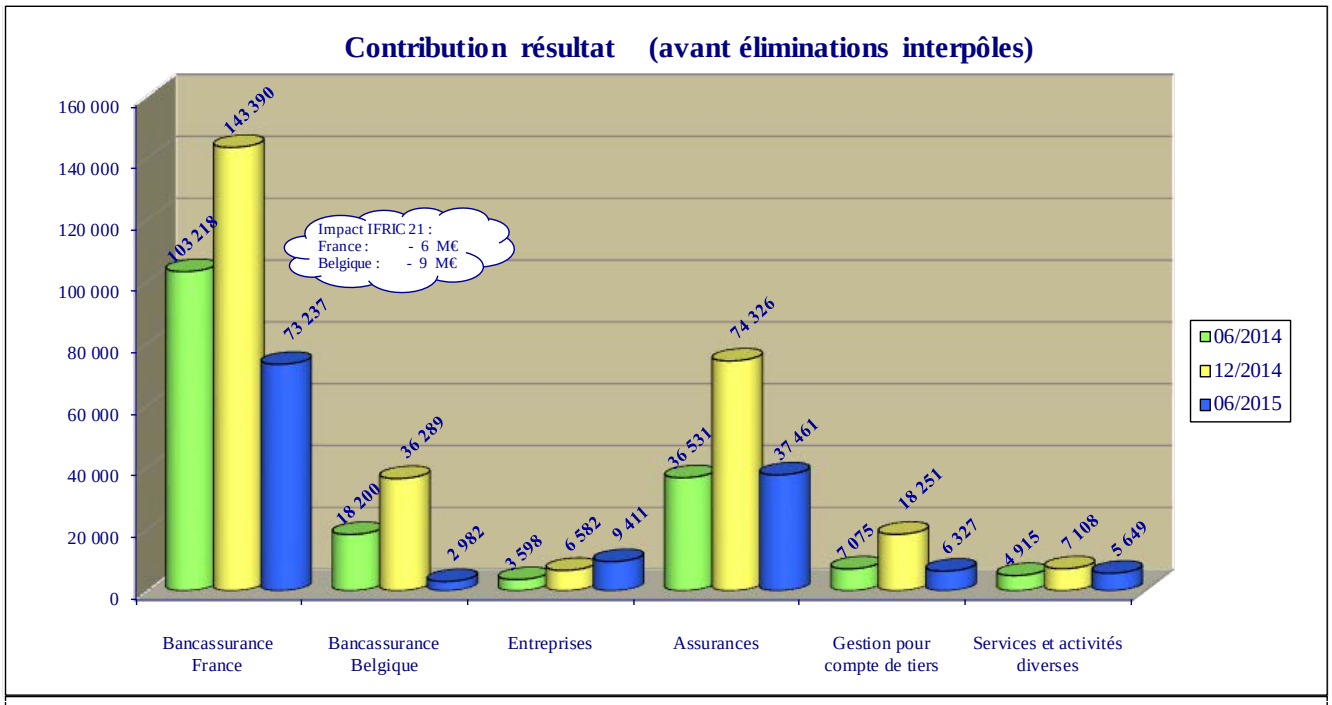
Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

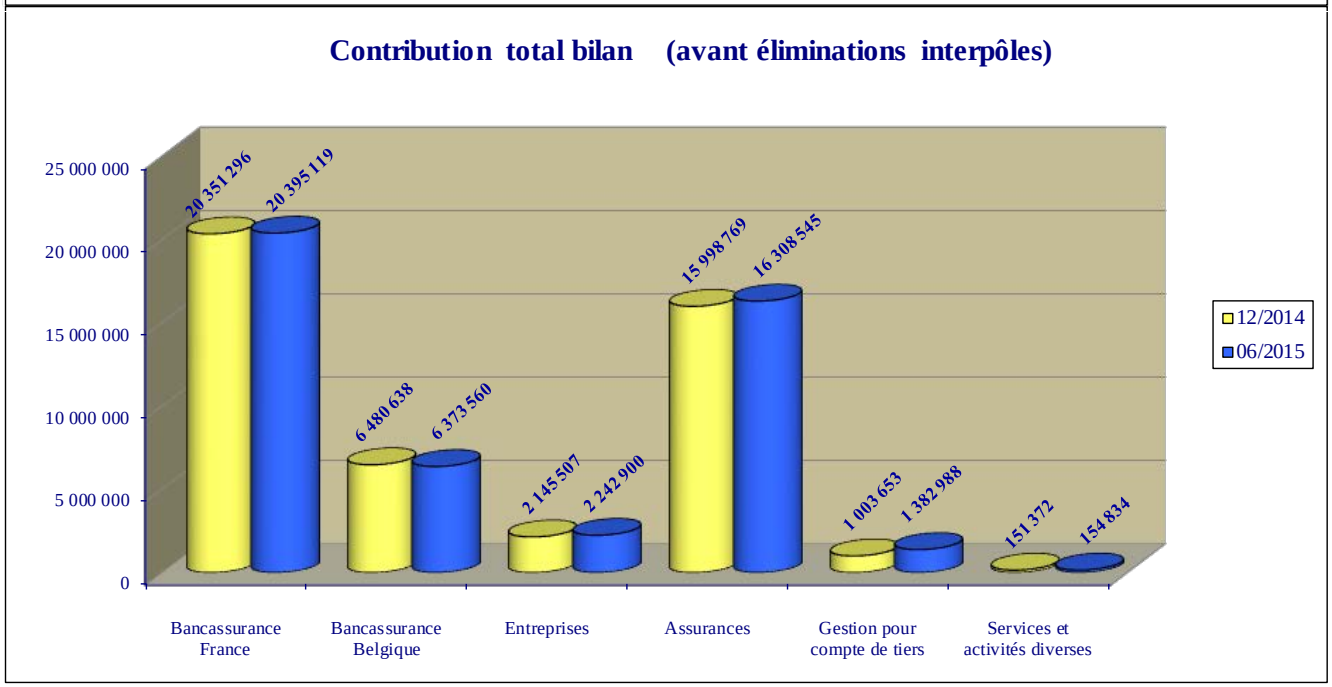
Société	Activité	2014			2015		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
Bancassurance France							
Crédit Mutuel Nord Europe	Etablissement de crédit	100,00	100,00	Sté mère	100,00	100,00	Sté mère
Cumul SCI	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Richebé Gestion	Fonds dédié	99,78	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMNE Home Loans FCT	Etablissement de crédit	99,90	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE CMN Prestations	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SA Immobilière du CMN	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
THEIA	Immobilier	80,00	80,00	IG	80,00	80,00	IG
Bancassurance Belgique							
CMNE Belgium	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP Immo IT SCRL	Etablissement de crédit	95,87	95,87	IG	95,92	95,92	IG
BKCP Securities	Gestion de patrimoine	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Beobank	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP Banque SA	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Immo W16	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Mobilease	Leasing mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OBK SCRL	Etablissement de crédit	99,99	100,00	IG	99,99	100,00	IG
Entreprises							
BCMNE	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bail Actéa	Crédit bail mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Lease	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE BCMNE Gestion	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Partenariat	Capital Développement	99,65	99,65	IG	99,65	99,65	IG
Assurances							
Nord Europe Assurances	Gestion collective assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ACMN IARD	Assurance	51,00	51,00	IG	51,00	51,00	IG
ACMN Vie	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CP - BK Reinsurance	Ré assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Courtage CMNE	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Life Luxembourg	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Retraite	Gestion PERP	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Vie Services	Services informatiques et de gestion	77,50	77,50	IG	77,50	77,50	IG
North Europe Life Belgium	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

Société	Activité	2014			2015		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
Gestion pour compte de tiers							
Groupe La Française	Gestion collective	98,46	98,46	IG	98,64	98,64	IG
2A	Gestion d'actifs	0,00	0,00	NC	19,73	20,00	ME
CD Partenaires	Gestion d'actifs	74,02	100,00	IG	74,16	100,00	IG
CMH Gestion	Gestion collective	20,79	24,48	ME	0,00	0,00	NC
Conviction asset Management	Gestion collective	29,54	30,00	ME	29,59	30,00	ME
FCT LFP Créances Immobilières	Gestion d'actifs	98,86	100,00	IG	99,00	100,00	IG
Forum Partners Investment Management LLC	Gestion d'actifs	24,26	24,64	ME	24,31	24,64	ME
Forum Holding BV	Gestion d'actifs	24,26	24,64	ME	24,31	24,64	ME
GIE Groupe La Française	Groupement de moyens	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
Groupe Cholet-Dupont	Gestion d'actifs	33,21	33,73	ME	33,27	33,73	ME
Inflection Point Capital Management UK LD	Gestion d'actifs	48,25	49,00	ME	48,33	49,00	ME
JKC Capital Management Limited	Gestion d'actifs	49,23	50,00	ME	49,32	50,00	ME
La Française AM Finance Services	Immobilier	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
La Française AM GP	Gestion d'actifs	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
La Française AM IBERIA	Gestion d'actifs	64,99	66,00	IG	65,11	66,00	IG
La Française AM ICC	Recouvrement de créances	98,46	100,00	IG	0,00	0,00	NC
La Française AM International	Gestion de patrimoine	98,47	100,00	IG	98,65	100,00	IG
La Française Bank	Etablissement de crédit	99,08	100,00	IG	99,19	100,00	IG
La Française des Placements	Gestion collective	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
La Française Global REIM	Gestion d'actifs	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
La Française Inflection Point	Gestion d'actifs	73,86	51,00	IG	73,99	51,00	IG
La Française Investment Solutions	Gestion d'actifs	64,00	65,00	IG	64,12	65,00	IG
La Française Real Estate Managers	Gestion collective	84,92	86,25	IG	85,08	86,25	IG
La Française Real Estate Partners	Gestion d'actifs	55,20	65,00	IG	55,30	65,00	IG
LFF Real Estate Partners Limited	Gestion d'actifs	55,00	56,67	IG	55,10	56,67	IG
LFP Nexity Services Immobiliers	Gestion immobilière	20,92	24,64	ME	20,96	24,64	ME
LFP SV	Gestion d'actifs	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
NExT Advisor	Gestion d'actifs	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
New Alpha Asset Management	Gestion d'actifs	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
Nouvelles Expertises et Talents AM	Capital Développement	98,46	100,00	IG	98,64	100,00	IG
OPCI Raspail	Gestion immobilière	99,73	100,00	IG	99,76	100,00	IG
SCI Raspail Vavin Invest	Gestion immobilière	99,71	100,00	IG	99,74	100,00	IG
Siparex Proximité Innovation	Gestion collective	45,75	46,46	ME	45,83	46,46	ME
Société Holding Partenaires	Gestion d'actifs	50,22	51,00	IG	50,31	51,00	IG
SPV JARNA	Gestion d'actifs	0,00	0,00	NC	98,64	100,00	IG
TAGES Capital LLP	Gestion d'actifs	39,38	40,00	ME	39,46	40,00	ME
UFG PM	Gestion immobilière	84,92	100,00	IG	85,08	100,00	IG
Services et activités diverses							
Actéa Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Tél	Services	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Euro Information SAS	Informatique	10,15	10,15	ME	10,15	10,15	ME
Financière Nord Europe	Gestion collective	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Fininmad	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
NEPI	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI Centre Gare	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sicorfé Maintenance	Services	34,00	34,00	ME	34,00	34,00	ME
Sofimmo 3	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sofimpar	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Transactimmo	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

Résumé des contributions par pôles

	PNB		RBE		Résultat consolidé			Bilan	
	12/2014	06/2015	12/2014	06/2015	06/2014	12/2014	06/2015	12/2014	06/2015
Bancassurance France	510 865	280 828	187 160	101 341	103 218	143 390	73 237	20 351 296	20 395 119
Bancassurance Belgique	286 021	148 169	49 986	15 406	18 200	36 289	2 982	6 480 638	6 373 560
Entreprises	52 486	27 262	24 368	11 813	3 598	6 582	9 411	2 145 507	2 242 900
Assurances	208 422	108 131	130 603	68 586	36 531	74 326	37 461	15 998 769	16 308 545
Gestion pour compte de tiers	149 571	71 846	29 263	11 101	7 075	18 251	6 327	1 003 653	1 382 988
Services et activités diverses	2 628	3 491	980	2 660	4 915	7 108	5 649	151 372	154 834
Eliminations entre pôles	-57 606	-50 178	-55 373	-48 550	-54 221	-56 537	-48 377	-4 394 308	-4 786 833
Total	**1 152 387**	**589 549**	**366 987**	**162 357**	**119 316**	**229 409**	**86 690**	**41 736 927**	**42 071 113**





Synthèse bilan et résultat par pôles

ACTIF 31.12.2014	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	464 266	-	-	11 957 671	124 959	-	(225 956)	12 320 940
Instruments dérivés de couverture	103 654	2 591	-	-	-	-	(57 546)	48 699
Actifs financiers disponibles à la vente	3 468 163	1 725 856	9 354	3 817 455	84 667	29 008	(1 831 397)	7 303 106
Prêts et créances sur établissements de crédit	5 675 145	421 818	110 794	89 493	20 151	148	(1 971 477)	4 346 072
Prêts et créances sur la clientèle	9 641 849	4 121 964	2 003 558	50 890	260 152	-	(293 851)	15 784 562
Ecart de rééval des PTF couverts en taux	29 595	13 578	4 047	-	-	-	-	47 220
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	441 064	39 522	-	-	-	-	-	480 586
Comptes de régularisation et actifs divers	348 384	55 373	16 947	75 630	143 387	2 344	(31 416)	610 649
Participations dans les entreprises MEE	-	-	-	-	64 367	96 748	-	161 115
Immobilisations corporelles et incorporelles	179 176	97 593	807	1 990	132 698	22 400	(2 081)	432 583
Ecarts d'acquisition	-	2 343	-	5 640	173 272	724	19 416	201 395
TOTAL	**20 351 296**	**6 480 638**	**2 145 507**	**15 998 769**	**1 003 653**	**151 372**	**(4 394 308)**	**41 736 927**

ACTIF 30.06.2015	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	435 512	-	-	12 311 200	214 025	-	(509 688)	12 451 049
Instruments dérivés de couverture	99 841	408	-	-	-	-	(43 560)	56 689
Actifs financiers disponibles à la vente	3 567 708	1 682 882	9 314	3 717 176	299 268	28 588	(1 880 565)	7 424 371
Prêts et créances sur établissements de crédit	5 737 794	367 699	79 256	133 371	59 584	1 005	(2 048 909)	4 329 800
Prêts et créances sur la clientèle	9 509 698	4 121 364	2 122 496	57 340	235 767	-	(282 602)	15 764 063
Ecart de rééval des PTF couverts en taux	13 405	8 272	3 234	-	-	-	-	24 911
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	536 263	24 680	-	-	-	-	-	560 943
Comptes de régularisation et actifs divers	321 761	72 101	27 737	82 081	200 710	2 669	(38 765)	668 294
Participations dans les entreprises MEE	-	-	-	-	66 287	100 327	-	166 614
Immobilisations corporelles et incorporelles	173 137	93 811	863	1 737	134 075	21 521	(2 160)	422 984
Ecarts d'acquisition	-	2 343	-	5 640	173 272	724	19 416	201 395
TOTAL	**20 395 119**	**6 373 560**	**2 242 900**	**16 308 545**	**1 382 988**	**154 834**	**(4 786 833)**	**42 071 113**

PASSIF 31.12.2014	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	249 747	1 435	-	2	73 488	-	(123 713)	200 959
Instruments dérivés de couverture	144 198	55 708	4 737	-	-	-	(57 546)	147 097
Dettes envers les établissements de crédit	2 496 946	42 620	1 480 166	69 913	168 146	14 813	(2 081 653)	2 190 951
Dettes envers la clientèle	9 773 821	5 479 751	373 673	85 090	3 060	-	(39 662)	15 675 733
Dettes représentées par un titre	4 623 063	55 977	2 543	-	258 555	-	(327 887)	4 612 251
Ecart de rééval des PTF couverts en taux	-	2 970	-	-	-	-	-	2 970
Comptes de régularisation et passifs divers	550 757	118 897	94 741	1 692 926	139 423	896	(39 446)	2 558 194
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-	13 141 378	-	-	(16 972)	13 124 406
Provisions	16 790	57 076	3 845	10 474	2 617	25	48 775	139 602
Dettes subordonnées	370 126	109 891	-	203 017	-	-	(160 762)	522 272
Intérêts minoritaires	397	3 465	28	35 913	17 320	-	209	57 332
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)	1 982 061	516 559	179 192	685 730	322 793	128 530	(1 539 114)	2 275 751
Résultat de l'exercice (part du groupe)	143 390	36 289	6 582	74 326	18 251	7 108	(56 537)	229 409
TOTAL	**20 351 296**	**6 480 638**	**2 145 507**	**15 998 769**	**1 003 653**	**151 372**	**(4 394 308)**	**41 736 927**

PASSIF 30.06.2015	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	267 695	1 172	-	2	360 269	-	(371 856)	257 282
Instruments dérivés de couverture	121 373	42 441	3 828	-	-	-	(43 560)	124 082
Dettes envers les établissements de crédit	2 497 656	67 371	1 567 640	70 462	244 171	14 086	(2 204 615)	2 256 771
Dettes envers la clientèle	9 976 896	5 463 470	351 772	86 988	78	-	(44 565)	15 834 639
Dettes représentées par un titre	4 432 062	43 750	1 529	-	254 031	-	(367 214)	4 364 158
Ecart de rééval des PTF couverts en taux	-	2 865	-	-	-	-	-	2 865
Comptes de régularisation et passifs divers	421 195	112 929	122 468	1 725 451	175 065	1 654	(49 280)	2 509 482
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-	13 383 667	-	-	(16 566)	13 367 101
Provisions	19 217	51 459	4 266	9 157	2 946	25	49 483	136 553
Dettes subordonnées	464 159	44 393	-	203 017	-	-	(96 787)	614 782
Intérêts minoritaires	(52)	(1 657)	29	36 833	15 124	-	211	50 488
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)	2 121 681	542 385	181 957	755 507	324 977	133 420	(1 593 707)	2 466 220
Résultat de l'exercice (part du groupe)	73 237	2 982	9 411	37 461	6 327	5 649	(48 377)	86 690
TOTAL	**20 395 119**	**6 373 560**	**2 242 900**	**16 308 545**	**1 382 988**	**154 834**	**(4 786 833)**	**42 071 113**

COMPTE DE RESULTAT 30.06.2014	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	**295 702**	**145 197**	**25 494**	**99 392**	**69 848**	**2 323**	**(56 361)**	**581 595**
Frais généraux	(169 208)	(120 942)	(14 402)	(33 562)	(58 955)	(776)	901	(396 944)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**126 494**	**24 255**	**11 092**	**65 830**	**10 893**	**1 547**	**(55 460)**	**184 651**
Coût du risque	(6 568)	(4 513)	(3 990)	-	318	(186)	61	(14 878)
RESULTAT D'EXPLOITATION	**119 926**	**19 742**	**7 102**	**65 830**	**11 211**	**1 361**	**(55 399)**	**169 773**
Quote-part de résultat des entreprises MEE	-	-	-	-	1 505	3 953	1	5 459
Gains ou pertes sur autres actifs	(405)	246	8	-	4	2	-	(145)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**119 521**	**19 988**	**7 110**	**65 830**	**12 720**	**5 316**	**(55 398)**	**175 087**
Impôts sur les bénéfices	(16 289)	(2 238)	(3 511)	(24 032)	(4 883)	(401)	1 177	(50 177)
Gains & pertes nets d'impôts / act aband	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT NET TOTAL	**103 232**	**17 750**	**3 599**	**41 798**	**7 837**	**4 915**	**(54 221)**	**124 910**
Intérêts minoritaires	14	(450)	1	5 267	762	-	-	5 594
RESULTAT NET (part du groupe)	**103 218**	**18 200**	**3 598**	**36 531**	**7 075**	**4 915**	**(54 221)**	**119 316**

COMPTE DE RESULTAT 30.06.2015	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	**280 828**	**148 169**	**27 262**	**108 131**	**71 846**	**3 491**	**(50 178)**	**589 549**
Frais généraux	(179 487)	(132 763)	(15 449)	(39 545)	(60 745)	(831)	1 628	(427 192)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**101 341**	**15 406**	**11 813**	**68 586**	**11 101**	**2 660**	**(48 550)**	**162 357**
Coût du risque	(8 815)	(9 307)	2 131	-	(418)	(103)	-	(16 512)
RESULTAT D'EXPLOITATION	**92 526**	**6 099**	**13 944**	**68 586**	**10 683**	**2 557**	**(48 550)**	**145 845**
Quote-part de résultat des entreprises MEE	-	-	-	-	986	3 814	-	4 800
Gains ou pertes sur autres actifs	(61)	220	1	-	(18)	-	-	142
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**92 465**	**6 319**	**13 945**	**68 586**	**11 651**	**6 371**	**(48 550)**	**150 787**
Impôts sur les bénéfices	(19 252)	(3 520)	(4 534)	(25 296)	(4 930)	(722)	178	(58 076)
Gains & pertes nets d'impôts / act aband	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT NET TOTAL	**73 213**	**2 799**	**9 411**	**43 290**	**6 721**	**5 649**	**(48 372)**	**92 711**
Intérêts minoritaires	(24)	(183)	-	5 829	394	-	5	6 021
RESULTAT NET (part du groupe)	**73 237**	**2 982**	**9 411**	**37 461**	**6 327**	**5 649**	**(48 377)**	**86 690**

Information sectorielle par zones géographiques. Deuxième niveau

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques principales qui sont la France et la Belgique. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Belgique.

VI AUTRES INFORMATIONS

Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

néant

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables à la date d'arrêté. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et des contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus-values ou les moins-values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée à la date d'arrêté.

	30.06.2015					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	21 397 622	20 373 888	1 023 734	177 743	6 277 374	14 942 505
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 909 950	4 048 882	-138 932	0	3 909 950	0
- Prêts et avances - EC	3 909 950	4 048 882	-138 932	0	3 909 950	0
Prêts et créances à la clientèle	16 917 728	15 764 063	1 153 665	0	1 975 223	14 942 505
- Prêts et avances - Clientèle	16 917 728	15 764 063	1 153 665	0	1 975 223	14 942 505
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	569 944	560 943	9 001	177 743	392 201	0
Passifs	22 908 824	23 070 350	161 526	614 121	10 247 051	12 047 652
Dettes envers les établissements de crédit	2 271 030	2 256 771	-14 259	0	2 271 030	0
Dettes envers la clientèle	15 629 191	15 834 639	205 448	0	3 581 539	12 047 652
Dettes représentées par un titre	4 393 821	4 364 158	-29 663	-661	4 394 482	0
Dettes subordonnées	614 782	614 782	0	614 782	0	0

	31.12.2014					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	21 394 944	20 355 408	1 039 536	199 034	6 131 692	15 064 218
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 959 693	4 090 260	-130 567	0	3899564	60129
- Prêts et avances - EC	3 959 693	4 090 260	-130 567	0	3 899 564	60 129
Prêts et créances à la clientèle	16 940 535	15 784 562	1 155 973	0	1 936 446	15 004 089
- Prêts et avances - Clientèle	16 940 535	15 784 562	1 155 973	0	1 936 446	15 004 089
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	494 716	480 586	14 130	199 034	295 682	0
Passifs	22 980 940	23 001 207	20 267	522 272	10 321 305	12 137 363
Dettes envers les établissements de crédit	2 166 851	2 190 951	24 100	0	2 166 851	0
Dettes envers la clientèle	15 514 071	15 675 733	161 662	0	3 376 708	12 137 363
Dettes représentées par un titre	4 777 746	4 612 251	-165 495	0	4 777 746	0
Dettes subordonnées	522 272	522 272	0	522 272	0	0

Parties liées

	30.06.2015		31.12.2014	
	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par mise en equivalence	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par mise en equivalence
Actifs				
Prêts et créances sur établissements de crédit	1 265 315	0	1 274 093	0
dont comptes ordinaires	*21 971*	0	*8 348*	*0*
Prêts et créances à la clientèle	2 505	0	8 887	0
Actifs à la juste valeur par résultat	203 399	0	205 339	0
Actifs disponibles à la vente	264 604	0	267 694	0
Actifs divers	38 669	0	35 640	0
Passifs				
Dettes envers les établissements de crédit	1 032 737	0	1 018 079	0
dont comptes ordinaires	*32 765*	*0*	*18 870*	*0*
Passifs à la juste valeur par résultat	35 110	0	31 439	0
Dettes représentées par un titre	25 000	0	25 017	0
	30.06.2015		30.06.2014	
Intérêts reçus	6 487	0	7 817	0
Intérêts versés	-6 933	0	-9 192	0
Commissions versées	0	-1 629	0	-1 767
Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	-2 635	976	-7 345	737
Autres produits et charges	3 663	-426	4 574	-431
PNB	582	-1 079	-4 146	-1 461
Frais généraux	-1 974	-18 960	294	-17 415
	30.06.2015		31.12.2014	
Engagements de financement donnés	25 723	0	25 723	0
Engagements de garantie donnés	17 542	0	19 450	0
Engagements de garanties reçus	0	0	2 610	0

La colonne "intégration globale" reprend les opérations déclarées par les entités consolidées selon cette méthode avec le reste du Groupe Crédit Mutuel (hors CMNE). La colonne "mise en équivalence" recense les opérations internes au CMNE, non éliminées du fait de la méthode de consolidation de ces entités.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2015 et la date de communication des comptes consolidés semestriels condensés. Ces derniers ont été présentés au Conseil d'Administration du 28 juillet 2015.